

**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL**

-

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 2023

Le conseil de la ville d'Auxerre, convoqué le 09 novembre 2023, s'est réuni le 16 novembre 2023 à 18 h 00 à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39
présents : 34
votants : 38 dont 4 pouvoirs

Étaient présents : Crescent MARAULT, Dominique AVRILLAUT, Céline BÄHR, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christopher BLIN, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Mani CAMBEFORT, Carole CRESSON GIRAUD, Mathieu DEBAIN, Isabelle DEJUST, Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Denise DUFOUR, Hicham EL MEHDI, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Isabelle JOAQUINA, Julien JOUVET, Souleymane KONÉ, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Dominique MARY, Emmanuelle MIRE DIN, Abdeslam OUCHERIF, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Laurent PONROY, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Vincent VALLÉ, Patricia VOYE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Margaux GRANDRUE À Céline BÄHR, Maud NAVARRE À Farah ZIANI, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA À Souleymane KONÉ, Mostafa OUZMERKOU À Hicham EL MEHDI.

Absents non représentés : Philippe RADET.

Secrétaire de séance : Maryline SAINT ANTONIN.

Vincent VALLE souhaite rendre hommage à un ancien élu du conseil municipal d'Auxerre décédé récemment, Monsieur Michel ZISMAN, mathématicien et ancien adjoint aux finances de Jean-Pierre Soisson de 1989 à 1995.

Une minute de silence est observée en sa mémoire.

Pascal HENRIAT s'associe aux mots prononcés à l'égard de Monsieur Michel ZISMAN qui a été également adjoint aux finances et une personne qu'il appréciait.

Par ailleurs, comme au conseil communautaire, il fait part de la démission de ses fonctions d'adjoint aux finances et au budget de la ville d'Auxerre qu'il a occupé pendant 9 ans.

Il précise qu'il a communiqué sa décision au Maire lundi dernier et qu'elle sera effective au cours de la semaine prochaine, après son acceptation par le Préfet de l'Yonne.

AUXERRE

Il indique que son choix est lié à la problématique financière et à la gouvernance de la ville ainsi qu'à la promesse faite aux concitoyens pendant la campagne électorale de ne pas augmenter les impôts et qui ne sera pas tenue.

Il indique qu'il ne souhaite pas polémiquer sur ce choix et qu'il assistera en tant que spectateur au débat des orientations budgétaires 2024 puisqu'il n'en sera pas rapporteur.

Il précise qu'il réserve ses observations pour le vote du budget primitif 2024 qui interviendra à la séance de décembre prochain.

Il rappelle que les concitoyens reprochent aux élus, souvent avec raison, de rester par confort, pour des raisons financières ou matérielles, dans des postes décisionnels quoi qu'il arrive et précise qu'il ne souhaite pas accrédi-ter ses dires dans la mesure où cela pousse les électeurs à voter pour les extrêmes.

Il indique qu'il a voulu être honnête avec lui-même et libre de ses actes, conformément à la vision politique en laquelle il croit et que cela a toujours été sa ligne de conduite politique à laquelle il ne renoncera jamais.

Il ajoute qu'il siégera désormais dans cette assemblée en tant que conseiller municipal indépendant, libre de ses votes et décisions et soucieux de les défendre, comme tout à chacun, dans l'intérêt général pour lequel il a été élu.

Par ailleurs, il remercie la directrice du service des Finances et celle de l'Ingénierie et de l'Évaluation des politiques publiques qui sont deux cadres exceptionnels au service des élus et de la ville.

Il indique qu'il a beaucoup appris à leurs côtés et qu'il a apprécié leurs compétences, leur dévouement et leur discrétion.

Il termine par une maxime qu'il apprécie : « Je préfère regretter les choses que je n'ai pas faites plutôt que de regretter ce que j'ai fait ».

Mani CAMBEFORT remercie Pascal HENRIAT pour ses 9 années d'exercice de ses fonctions d'adjoint aux finances et pense qu'au fil du temps et des débats ils ont eu su s'approprier mutuellement et reconnaître les compétences de chacun en matière de finances.

Il pense qu'il est un élu compétent qui a su rattraper des situations délicates pour la ville et le remercie pour sa disponibilité et sa courtoisie et souligne qu'il a toujours su garder son calme même lorsque les débats pouvaient être houleux.

Il ajoute qu'aujourd'hui Pascal HENRIAT ne se contente pas de discours puisqu'il a agi et l'en remercie.

Rémi PROU-MELINE pense que la démission de Pascal HENRIAT est un non évènement et ne sais pas s'il en vaut la peine.

Il pense qu'il n'y a rien de nouveau dans ses manœuvres politiciennes et que la trahison tactique et l'opportunisme semblent être sa signature.

Il ajoute que la motivation exprimée à l'appui de cette démission est l'arbre qui cache la forêt et que l'avenir dévoilera la vérité.

Mathieu DEBAIN rappelle que mandat après mandat, Pascal HENRIAT a eu l'habitude des abandons de postes et rappelle que lors du dernier mandat, il avait abandonné son poste d'adjoint aux finances deux mois avant la fin.

Il a compris que cela était uniquement une stratégie pour rejoindre l'équipe adverse et ainsi pouvoir continuer sa longue vie politique.

Il estime que cela est certainement encore une stratégie politicienne mais pas seulement puisque l'échéance des prochaines élections est encore assez lointaine.

Il pense que durant ces 3 années de mandats Pascal HENRIAT a dû avaler certaines couleuvres notamment des achats irraisonnés de biens immobiliers, explosion des frais de réception, condamnation du Maire-Président, affaire des cartes bleues de la ville et récemment la nouvelle gestion des ordures ménagères à laquelle il était farouchement opposé.

Il pense qu'aujourd'hui ce débat d'orientations budgétaires 2024 est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et qu'il ne peut pas assumer la situation financière catastrophique de la ville qui est due à la politique du Maire.

Il note que pour Crescent MARAULT cela représente un sévère désaveu de sa politique par sa propre équipe politique et que cette nouvelle démission s'ajoute à celle du 1^{er} adjoint survenue en début de ce mandat.

Il se demande si le Maire se remettra en question aux regards de ces démissions à des postes à responsabilités importantes.

Il pense que ce ne sera pas le cas dans la mesure où le recul ne fait pas partie de ses qualités et qu'il faut faire croire qu'il est un visionnaire soutenu par certains élus qui le suivent les yeux fermés et qui lèvent la main lorsque que cela leur est demandé.

Il demande à Pascal HENRIAT si sa démission a un lien avec le rapport de la cour des comptes sur les deux premières années de ce mandat.

Pascal HENRIAT répond que ce n'est pas le cas puisqu'il n'a pas eu connaissance de ce rapport et rappelle qu'il a exprimé ses raisons.

Crescent MARAULT indique que deux délibérations sont à retirer de l'ordre du jour, à savoir celle sur la décision modificative n° 4 du budget principal et celle relative à la réhabilitation du site Batardeau sur le projet Auxerre A.M.B.I.T.I.E.U.S.E - Provision pour avis à tiers demandeur dans la mesure où le montant doit être modifié et qu'elles sont liées.

Adoption du procès-verbal de la séance du 28.09.23 :

Florence LOURY rappelle qu'il avait été évoqué l'avenir du camping d'Auxerre lors de cette séance et remarque que Crescent MARAULT a indiqué à cet égard que le contrat de délégation de service public ne serait pas renouvelé intégralement.

Elle demande des précisions sur l'éventualité d'un renouvellement partiel.

Crescent MARAULT répond que cela partie des hypothèses, à savoir soit fermer le site immédiatement soit établir un nouveau contrat pour 6 mois ou 1 an.

Florence LOURY demande si cela représente l'espoir d'un renouvellement d'une durée d'un an.

Crescent MARAULT répond que pour l'instant un nouveau site qui répond aux standards actuels de l'hébergement est recherché et que le renouvellement du contrat dépend également des négociations avec le délégataire.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

N° 2023-123

Objet : Orientations Budgétaires 2024 - Débat sur le budget principal et le budget annexe

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

L'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Le Conseil municipal débat sur les orientations budgétaires prévues pour l'exercice 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2024
-

Crescent MARAULT rappelle que ce débat est obligatoire et que la présentation est réalisée sur les grandes masses pour montrer dans les années à venir les grands équilibres financiers en fonctionnement et par rapport aux besoins d'investissements définis pour le territoire.

Il indique que le territoire Auxerrois a été exposé depuis les 10 dernières années à un sous-investissement et qu'il n'est pas possible de concevoir l'aménagement et la dynamique d'un territoire uniquement en fonction des équilibres financiers.

Il précise qu'il faut également avoir une ambition qui soit transcrite en projets et que l'enjeu est de se donner les moyens de pouvoir les réaliser.

Il ajoute qu'il s'agit de rattraper le retard sur les investissements et porter les investissements jugés nécessaires pour transformer et redynamiser l'Auxerrois.

Mani CAMBEFORT indique qu'il est globalement d'accord sur la liste des grands investissements d'autant plus que bon nombre d'entre eux ont été lancés par la précédente municipalité.

En revanche, il pense que les détails, les montants et la priorisation des projets restent discutables et qu'il aura l'occasion d'en reparler au moment du vote du budget.

Il note que sur la partie des dépenses de fonctionnement, le montant des charges à caractère général paraît cohérent par rapport aux années précédentes.

Il remarque une lourde insistance sur les conséquences de la crise énergétique alors que cela n'est que la continuité de 2023.

Il remarque à cet égard un changement par rapport à la désinvolture montrée sur ce point au printemps 2022 quand il avait alerté sur les effets de cette crise qu'il fallait prendre en compte.

Il rappelle son total désaccord sur la gestion des ressources humaines et indique que plus le temps passe et plus il est conforté dans son analyse et au regard des différentes crises.

Concernant les recettes de fonctionnement, il désapprouve la hausse des impôts et note à ce titre une rupture majeure avec les promesses de campagne et les déclarations intervenues par suite notamment en 2022 lors du journal télévisé organisé par la collectivité dans lequel le Maire déclarait qu'il ne dérogerait pas à son engagement de ne pas augmenter les impôts sur Auxerre et l'Auxerrois et qu'il n'était pas magicien mais gestionnaire.

Il pense que le Maire n'est visiblement pas un bon gestionnaire au regard de ce qui se passe aujourd'hui et remarque que même si certaines communes ont augmenté leurs taux d'imposition l'année dernière, elles ne prévoient pas de le faire une nouvelle fois cette année.

Il constate qu'au final, les Auxerrois subiront une forte hausse à l'agglomération et une hausse importante à la ville.

Il pense que les arguments avancés pour justifier ces hausses d'impôts ne tiennent pas debout.

Il rappelle le premier argument qui est le contexte global d'inflation alors que l'augmentation des bases d'imposition permet de récupérer environ un million d'euros.

Il évoque le second argument qui est de dire que la ville est en déficit structurel, ce qui est imparable dans la mesure où les collectivités, contrairement à l'Etat, ne peuvent avoir une section de fonctionnement en déficit mais il affirme qu'il n'y a pas de déficit sur cette section pour la ville et que certaines dépenses de fonctionnement peuvent être réduites.

Par ailleurs, il évoque la modification des règles de mutualisation et, bien que des choses soit à revoir cette mutualisation, il remarque que cette manœuvre rapportera 1 360 000 € à la ville.

Il rappelle que Crescent MARAULT était contre cette mutualisation qui a été portée sous l'ancienne équipe municipale.

Crescent MARAULT pense que le terme « manœuvre » est inapproprié.

Mani CAMBEFORT rappelle qu'il y a plusieurs définitions pour ce terme.

Crescent MARAULT répond qu'il s'agit d'un ajustement et d'un rééquilibrage pour obtenir une équité entre les collectivités et qu'il ne peut entendre aucune des deux définitions pour cette situation.

Il précise qu'en tant que conseiller municipal Mani CAMBEFORT devrait se réjouir de cette équité au bénéfice de la ville puisqu'auparavant la mutualisation fonctionnait au détriment des équilibres financiers de la ville.

Mani CAMBEFORT répond que l'équité devrait se retrouver partout et pense qu'il y a un vrai problème concernant les investissements dont le montant est beaucoup trop conséquent par rapport aux capacités financières de la collectivité, à savoir plus de 32 millions d'euros.

Il rappelle que la moyenne des investissements se situent plutôt autour des 10 millions d'euros.

Il pense que, soit les investissements seront réalisés et mettront à mal les finances de la collectivité, soit, comme pour 2022, le budget prévisionnel sera démentiel et fera office d'affichage avec au final un budget effectivement réalisé beaucoup plus raisonnable.

Il souligne, qu'en conséquence, soit le budget 2024 sera marqué par l'irresponsabilité et l'amateurisme, soit il sera insincère.

Par ailleurs, il évoque le tableau de prospective budgétaire et fait remarquer qu'il est conscient que ce document est à appréhender avec beaucoup de recul et que cet exercice de prospective est très compliqué.

Néanmoins, il est interpellé par l'énorme différence entre le montant de l'emprunt qui était de 7.99 millions d'euros l'année précédente et qui est de 22.275 millions pour cette année.

Aussi, il souligne l'explosion de la dette qui dépasserait le seuil d'alerte dès l'année 2025.

Il constate qu'il est prévu une nouvelle augmentation des impôts en 2027 et rappelle que le contribuable subi dès cette année une double hausse de la fiscalité alors que c'est le plus mauvais moment pour réaliser cette augmentation au regard du contexte financier très difficile.

Il précise à cet égard que les français sont en grandes difficultés pour se nourrir au quotidien et qu'une étude réalisée démontre que la France bascule en 2023 dans la pauvreté et que l'inflation frappe de plein fouet les français y compris les classes moyennes qui ne sont plus à l'abri de la pauvreté.

Il pense qu'il est important de ne pas oublier que derrière tous ces chiffres il y a les administrés et que les élus sont sensés prendre des décisions responsables en leur nom.

Crescent MARAULT pense que ces propos sont assez révélateurs de la conception de l'aménagement du territoire portée par l'opposition qui est très restrictive et qui explique pourquoi l'Auxerrois s'est retrouvé dans le déclin.

Il fait remarquer qu'il n'y a jamais eu de stratégie mise en œuvre pour rendre le territoire attractif, dynamique et ambitieux.

Il regrette cette vision étriquée et technicienne du territoire sans vision stratégique et politique qui a pour conséquence la paupérisation du territoire.

Il indique que les Auxerrois peuvent comprendre que l'augmentation de la fiscalité a pour objectif de soutenir l'investissement pour concrétiser les projets

Il regrette les propos qui visent à faire croire que les projets ne sont que de la communication, des effets d'annonces et de l'esbroufe.

A cet égard, il indique qu'au cours des deux prochaines années des invitations seront envoyées pour les inaugurations des projets réalisés auxquels l'opposition ne croit pas.

Il est surpris que Mani CAMBEFORT, en tant que technicien, ne sache pas que dans la réalisation d'un projet, entre le moment où on a l'idée et le moment de la concrétisation, il se passe deux à trois ans de préparation.

A ce titre, il précise que les Auxerrois pourront voir que leur argent aura été dépensé dans des projets qui répondront à leurs besoins quotidiens.

Il rappelle que les bâtiments des écoles étaient dans des états catastrophiques et qu'aujourd'hui 40 millions d'euros sont investis dans les infrastructures éducatives et périscolaires.

Il rappelle également l'état de forte dégradation du patrimoine historique, à savoir l'église Saint Pierre, la cathédrale Saint Etienne et l'Abbaye Saint Germain par exemple ainsi que les bâtiments qui accueillent les agents rue de la Maladière et route de Toucy qui se trouvaient dans des états déplorables.

Il indique qu'il est prêt à voter une augmentation des impôts pour permettre de remédier à ces situations et précise par ailleurs que si la mutualisation avait été faite dès le début de façon équitable la ville d'Auxerre disposerait de 10 millions supplémentaires sur son budget aujourd'hui ce qui aurait pu éviter une augmentation de la fiscalité.

Il ne souhaite pas comme certains avoir une gestion à la petite semaine et précise que lors des réunions publiques il remarque que les administrés demandent plus de pistes cyclables, plus de vélos et des salles pour les associations par exemple et qu'il faut trouver un équilibre pour financer ces besoins.

Il n'est pas sûr que les prix baissent dans la mesure où ils sont impactés par le coût de la masse salariale et pense qu'il faut maintenir l'investissement pour que le territoire soit attractif et rattraper le retard pris sur le territoire parce que cela est nécessaire et que le report des projets n'est pas la bonne solution.

Mani CAMBEFORT n'est pas sûr que la solution soit de surtaxer les Auxerrois.

Crescent MARAULT fait remarquer que globalement les impôts locaux ont baissés avec la suppression de la taxe d'habitation pour le contribuable mais ne dit pas que c'est une raison pour s'empresse d'augmenter la fiscalité.

Il rappelle qu'avec l'inflation, quelque soit la gestion, les charges augmentent et que la ville ne dispose plus que de la taxe foncière comme source de recettes et se demande comment elle pourrait faire pour ne pas utiliser ce levier fiscal.

Il ajoute que s'il n'y a pas d'investissements pour attirer une nouvelle population, les bases fiscales n'augmenteront pas et rappelle que depuis 10 ans le territoire connaît une baisse démographique.

Il indique à ce titre, qu'à la fin du mandat le nombre d'habitants sera plus élevé parce qu'aujourd'hui il y a une volonté d'investir pour le territoire.

Il ajoute que la taxe foncière est augmentée dans de nombreuses collectivités et que cela pourra se vérifier au printemps prochain, quand toutes les collectivités auront voté leur budget.

Mathieu DEBAIN souhaite tirer la sonnette d'alarme parce que la ville d'Auxerre va droit dans le mur d'un point de vue financier.

Il rappelle que le débat des orientations budgétaires traduit la politique en chiffres et que cela permet une projection financière des projets promis aux Auxerrois.

Il comprend que Pascal HENRIAT ne souhaite pas présenter ni assumer ce débat et rappelle qu'il l'a mis en garde plusieurs fois depuis le début du mandat par rapport à la politique de Crescent MARAULT.

Il comprend qu'après trois ans et aujourd'hui face au mur, Pascal HENRIAT ne souhaite pas mettre en péril sa vie politique.

Il pense que les projections financières proposées ne sont pas acceptables notamment au regard de l'épargne nette qui représente le reste à vivre d'une commune, qui permet de se projeter dans le futur et dont l'évolution est un moyen de jauger la fiabilité municipale.

Il note que sur les 8 prochaines années l'épargne nette est négative pendant 7 ans et pense que ce constat est alarmant et montre que les projets ne sont pas en adéquation avec les capacités financières de la collectivité.

Il rappelle qu'il dit depuis le début du mandat qu'une collectivité ne peut pas investir plus de 10 à 12 millions par an et que Crescent MARAULT a indiqué que la situation financière laissée par son prédécesseur ne lui permettrait pas d'investir plus de 5 ou 6 millions par an.

Crescent MARAULT répond qu'il avait dit que par le passé l'investissement se portait à 5 ou 6 millions par an.

Mathieu DEBAIN répond que ce n'est pas ce qui a été dit et constate qu'il est proposé d'investir 32 millions en 2024, 27 millions en 2025 et plus de 23 millions en 2026 et que cela n'est pas possible sans faire exploser la dette et la fiscalité.

Il fait remarquer que la dette qui était de 57 millions en 2020 sera portée à 93 millions à la fin du mandat en 2027, sans compter les achats immobiliers irraisonnés réalisés via l'établissement public foncier, ce qui la portera à plus de 100 millions d'euros, soit une dette multipliée par deux sur un mandat.

Il souligne que par rapport à un tel endettement, la capacité de désendettement de la collectivité augmente dramatiquement et devrait être inférieure à 12 ou 13 ans alors qu'elle sera de 13.2 en 2025 et de 15.7 en 2026.

Ces indicateurs objectifs montrent que la politique de Crescent MARAULT conduit la collectivité vers de grandes difficultés financières, voire à terme une mise sous tutelle, sauf si cela n'est que de l'esbroufe et que les projets annoncés aux Auxerrois ne se réaliseront pas.

Concernant la fiscalité, il rappelle que la taxe foncière a été augmentée de 12 % pour les Auxerrois en 2023 et qu'il est prévu pour 2024 une augmentation de 7.2 % de la base du foncier bâti pour la commune d'Auxerre.

Il indique qu'au final cela représente pour les Auxerrois une augmentation de plus de 16 % et que ce n'est pas acceptable.

Ils demandent aux conseillers municipaux de la majorité si au moment des élections de 2020, quand ils se sont présentés pour représenter les Auxerrois, ils avaient l'intention d'augmenter les impôts et la dette de la sorte.

Il pense que ce n'est pas le cas et rappelle qu'en février 2022, Crescent MARAULT avait réitéré sa promesse de ne pas augmenter les impôts lors du Journal télévisé organisé aux frais de la collectivité pour un montant de 100 000 €.

Crescent MARAULT fait remarquer que s'il n'y a pas d'investissements la déviation Sud par exemple ne pourra pas se faire.

Mathieu DEBAIN répond qu'il faut faire des choix.

Crescent MARAULT demande quels investissements il ne faudrait pas réaliser et rappelle que le coût de la déviation représente déjà plus de 12 millions.

Il demande si on doit laisser couler l'Abbaye Saint Germain sur laquelle il n'y a eu aucuns travaux réalisés depuis des années.

Isabelle POIFOL-FERREIRA rappelle que des travaux ont été réalisés sous l'ancienne mandature.

Crescent MARAULT répond que ce n'est pas le cas vu qu'elle risque de s'écrouler et rappelle que l'installation électrique de la cathédrale Saint Etienne non conforme ne date pas d'aujourd'hui.

Il rappelle que certains se sont émus que le chauffage dysfonctionne dans les écoles mais que cela est du aux investissements qui n'ont jamais été réalisés.

Il n'arrive pas à comprendre cette incohérence entre les critiques sur les investissements trop nombreux et les remarques sur le manque d'ambition.

Rémi PROU MELINE pense que l'heure est grave au regard des orientations budgétaires présentées.

Concernant la partie fonctionnement, il note une nette incapacité à maîtriser les dépenses puisque le déficit atteint 2 500 000 €.

Il pense que les solutions proposées ne semblent pas pertinentes dans la mesure où est envisagé d'une part une réduction des dépenses de personnel qui aura pour conséquence une dégradation du service rendu aux concitoyens et d'autre part la diminution du soutien aux associations et aux évènements locaux qui va fragiliser le bien vivre ensemble.

Concernant la hausse de la fiscalité sur le foncier bâti à la ville comme à l'agglomération, il pense que cela représente une double peine pour les Auxerrois qui y sont soumis.

Il est surpris dans la mesure où cela impacte et méprise le cœur de l'électorat de cette majorité, qui lui a fait confiance en premier en 2020, qui avait foi en elle et qui est trahi aujourd'hui.

Concernant la partie des investissements, il note qu'ils s'élèvent à 37 millions d'euros avec seulement 4 600 000 € de subventions cumulées et 22 millions d'euros en emprunt ainsi qu'un prévisionnel de 150 millions d'euros à moyen terme.

Il pense que ces choix emmènent Auxerre et ses habitants dans le mur et que c'est le moment de percevoir la peur des Auxerrois pour l'avenir de leur ville et commencer à les écouter, les entendre et les comprendre.

Il pense également qu'il est temps d'agir dans l'intérêt des Auxerrois, les protéger, les soutenir, les respecter et les unir et ne pas mépriser leurs besoins.

Crescent MARAULT répond que la maîtrise de la masse salariale est nécessaire et qu'il n'y a pas de baisse des subventions bien que cela ait été envisagé pour éviter l'augmentation de la fiscalité.

A cet égard, il précise qu'il n'a pas fait ce choix parce que les associations sont déjà exposées à l'inflation et à la crise du bénévolat et qu'il a décidé de maintenir l'enveloppe de 4 millions d'euros pour les subventions.

Concernant les investissements, il rappelle que certains ont promis des projets pendant 20 ans comme celui de la place de l'Arquebuse, promis pendant 10 ans l'achat des silos et dit qu'il ne pouvait pas acheter la halle SERNAM par exemple et laisser pourrir la halle Guilliet.

Il fait remarquer que certains ont fait croire qu'il n'était pas possible de réaliser tous ces renouvellements d'espaces publics parce que cela coûtait trop cher et que pour faire des économies ils ont réduit le budget des équipements pour les agents à 250 000 € alors qu'aujourd'hui l'enveloppe allouée est de 20 millions d'euros afin que le personnel puisse travailler avec du matériel de qualité.

Il indique qu'il a fallu trouver des compromis pour rattraper ce manque d'investissements et porter des projets importants tels que le conservatoire qui se retrouvait à la limite de l'insalubrité ainsi que la réhabilitation de la salle Vaulabelle.

Il ajoute qu'aujourd'hui tout ce que les autres pensaient irréalisable est en train de se faire.

Florence LOURY rappelle qu'il s'agit du 4^{ème} débat d'orientations budgétaires et que cela permet de connaître les priorités à savoir le développement et investir au-delà des capacités financières de la collectivité sur les zones d'activités économiques, l'Abbaye Saint Germain, l'achat, la dépollution et la démolition des silos, les quartiers Batardeaux-Montardoins, 700 points d'apport volontaire, deux méga déchetteries.

Elle rappelle l'espoir d'un retour sur investissements mais que pour le moment rien n'est concrétisé.

Elle fait remarquer qu'il est prévu un déficit budgétaire de 2 500 000 € pour 2024 et note un étonnement de la hausse du coût des fluides et des matières premières qui est estimée à 10 % alors que ce contexte n'est pas une surprise.

Elle relève que par rapport à l'augmentation de certaines charges de la collectivité la responsabilité est rejetée sur l'Etat qui la contraint à décarboner les véhicules par exemple.

A cet égard, elle se réjouit que des lois existent en la matière et que la responsabilité de la transition écologique doit être partagée en tant qu'élu et pas seulement quand cela arrange.

Elle souscrit à la nécessité de réduire les émissions de CO2 et les activités polluantes qui est un enjeu majeur et une réalité qu'il faut absolument intégrer.

Elle évoque les solutions proposées par rapport à ce déficit, à savoir, le transfert de la gestion du conservatoire et d'Auxerexpo à l'agglomération qui permet de récupérer 1 500 000 € ce qui peut se défendre au regard de ces structures qui peuvent être mutualisées.

Par ailleurs, elle note la solution qui consiste en la réduction des charges de personnel avec des départs d'agents qui ne sont pas remplacés par exemple et conduit à une dégradation des services rendus à la population et à des conditions de travail extrêmement difficiles pour le personnel ce qu'elle déplore.

De plus, elle fait remarquer qu'il s'agit également de poursuivre la hausse de la fiscalité locale qui est une mesure impopulaire et contraire aux promesses de campagne électorale.

Elle rappelle à ce titre que les Auxerrois doivent subir une hausse de la taxe foncière à l'agglomération à laquelle s'ajoute une augmentation pour la ville d'Auxerre.

Elle ajoute que le recours à l'emprunt et le pari sur l'avenir pour aller dans le sens des ambitions inquiètent beaucoup les concitoyens.

Elle regrette cet entêtement malgré les débats dans la majorité et la démission de l'Adjoint en charge des finances.

Elle pense qu'il est important qu'il y ait une adéquation entre les moyens d'investissements de la ville et la réalité.

Elle fait remarquer que bien qu'il y ait un retard sur les investissements il faut prendre en compte le contexte national d'inflation et se rappeler que la ville d'Auxerre est une ville moyenne et qu'il ne faut pas voir trop grand et rester raisonnable.

Elle pense qu'il y a des moyens pour faire autrement en se donnant des priorités et précise qu'elle n'est pas contre tous les projets qui sont portés et qu'elle est favorable au Conservatoire, la rénovation du quartier de Sainte Geneviève ainsi que les travaux sur les écoles.

En revanche, au regard du contexte, elle estime que certains projets pourraient être retardés ou abandonnés comme les travaux sur l'Abbaye Saint Germain, les silos et la nouvelle gestion des déchets.

Elle rappelle que les concitoyens connaissent de grandes difficultés financières et ont du mal à se nourrir, se loger ou encore se chauffer et que la pauvreté s'aggrave et s'installe.

A ce titre, elle pense qu'il n'est pas acceptable de demander aux contribuables de couvrir le déficit de la collectivité.

De plus, elle pense que les habitants font face à une dégradation des services publics normalement dus par la collectivité comme par exemple la collecte des déchets et des places en crèches.

Elle pense que les investissements de la ville qui permettraient de faire des économies comme l'isolation des bâtiments ou l'installation d'énergies renouvelables sont très insuffisants.

Elle s'ajoute qu'elle est contre ces orientations budgétaires qui ne sont pas soutenables et rappelle que plusieurs élus communautaires de la majorité l'ont fait remarquer.

Crescent MARAULT répond que les contraintes en matière de transition sont également prises comme des opportunités et rappelle qu'il lui a été reproché de ne pas aller assez loin sur la décarbonation mais qu'il a dû faire des choix par rapport au coût.

Concernant les silos et la halle Guilliet, il répond qu'au regard de la loi ZAN il est nécessaire de traiter ces deux friches industrielles polluées et sur lesquels il peut être envisagé l'aménagement d'espaces pour accueillir de nouveaux habitants et par conséquent récupérer des recettes fiscales supplémentaires.

Pour ce qui est des travaux sur l'Abbaye Saint Germain, il rappelle que ce monument qui a 1 500 ans d'histoire est à la limite du péril alors qu'il est un point important de la vue panoramique d'Auxerre.

Il précise également que Saint Pierre est actuellement en très mauvais état et la que la Tour de l'Horloge menaçait de s'effondrer.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que les travaux de la Tour de l'Horloge étaient programmés.

Crescent MARAULT répond que seul Saint Pierre était programmé mais qu'au regard de l'urgence de la Tour de l'Horloge, les opérations ont été interverties et que seule la première tranche des travaux était financée puisque la deuxième tranche n'a pu être financée que par le plan de relance de l'Etat.

Il précise qu'il est impératif de rénover Saint Pierre et l'Abbaye maintenant parce que plus tard cela risque de coûter une fortune.

Par ailleurs, il rappelle que les réseaux de chaleur et les sociétés de projet dédiées à l'énergie renouvelable sont des solutions pour les concitoyens pour alimenter le territoire comme indiqué dans le PCAET est ainsi être autonome en énergie décarbonée.

Il rappelle également que le Conservatoire à rayonnement départemental était porté auparavant par le Département puis a été repris courageusement par la ville mais que les effectifs proviennent pour un quart de l'agglomération et pour un quart viennent de l'extérieur de l'agglomération.

A cet égard, il pense qu'il est normal de trouver des solutions pour que toutes les collectivités participent à son financement au même titre que la mutualisation des services qui a été portée à hauteur de 10 millions par la ville d'Auxerre au profit de l'agglomération.

Il pense que ce n'est plus possible de continuer de cette manière et qu'il est nécessaire de prendre ces mesures même si elles tombent au mauvais moment parce que cela aurait dû être fait plus tôt.

Il ajoute qu'avec la loi ZAN les choses vont prendre un tournant important et qu'il faut trouver des solutions pour réhabiliter le centre-ville avant que les coûts ne soient trop importants et pour que les opérateurs aient envie de s'engager dans des projets.

Fara ZIANI pense que les éléments présentés dans ce débat d'orientations budgétaires sont incertains et que l'augmentation de la fiscalité ne garantit pas la santé financière de la collectivité.

Elle indique qu'elle aspire à une évolution attractive de la ville dans une opposition constructive pour le bien des citoyens et attend des arbitrages et des priorisations des projets prévus.

Elle croit fermement à des projets qui contribueront à l'épanouissement de la ville.

Par ailleurs, elle pense que les projections financières sont inquiétantes avec une épargne nette devenant déficitaire dès l'année 2025 et un en cours de la dette laissant présager un avenir incertain et une navigation à vue sans aucune assurance concernant la pérennité de la hausse des impôts en 2024.

Elle ne dit pas la ville va dans le mur mais plutôt qu'il faut être prudent et veiller à une gestion sereine tout en promouvant des projets novateurs qui contribueront à faire évoluer et prospérer la ville.

Crescent MARAULT rappelle que la collectivité a un coût de structure sur ses différents bâtiments et que des habitants supplémentaires ne feront pas augmenter ces coûts de fonctionnement et permettront de récupérer une base fiscale ainsi qu'une dotation globale de fonctionnement qui est environ de 200 € par habitant alors qu'en revanche, le déclin démographique ne fait pas baisser les coûts et en plus occasionne une perte de recettes.

Il ajoute que c'est pour cette raison qu'il est important d'avoir une certaine ambition et de la matérialiser avec tous les projets envisagés.

Denis ROYCOURT pense que parfois la sobriété a du bon et rappelle qu'une étude très poussée a été réalisée sur les bâtiments de la collectivité et que le ratio est complètement disproportionné par rapport à la taille de la ville et que cela coûte très cher en charges d'entretien.

Il fait remarquer que cela représente une piste intéressante pour réaliser des économies.

Crescent MARAULT répond que ce travail a déjà commencé et que certains baux n'ont pas été renouvelés pour des locaux qui étaient loués pour y accueillir des agents.

Il précise que ces agents ont été déplacés dans des locaux qui appartiennent à la ville et que l'économie est de presque 60 000 € par an.

Il ajoute que le travail sur ce point va se poursuivre mais que les déménagements et les adaptations des locaux ne se font pas du jour au lendemain et que l'objectif est de regrouper les agents dans des bâtiments adaptés et moins énergivores.

Par ailleurs, Denis ROYCOURT fait remarquer concernant les critiques sur les choses qui n'ont pas été faites, que Crescent MARAULT n'a pas provisionné non plus les crédits nécessaires à la déviation Sud.

Crescent MARAULT répond que ce projet est inscrit dans le plan pluriannuel d'investissements ce qui n'était pas le cas auparavant.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que le Maire semble toujours content de lui et dit que les habitants sont contents mais elle tient à exprimer ce que d'autres habitants lui disent, à savoir qu'ils sont très inquiets.

Par ailleurs, elle indique qu'énormément d'agents ont quitté la collectivité et qu'ils se confient parfois.

Elle pense que le Maire devrait s'inquiéter également au regard de la démission de son 1^{er} adjoint puis de son adjoint aux finances ainsi que l'absence récurrente de certains élus de la majorité.

Elle pense que tous ces signes ne laissent pas augurer d'une suite qui lui sera favorable.

Par ailleurs, elle fait part de sa surprise quant à la nouvelle position de Pascal HENRIAT autour de la table dans la mesure où il a annoncé sa démission mais qu'elle n'a pas été entérinée par le Préfet et n'est donc pas encore effective.

Elle pense cela est choquant.

Par ailleurs, elle rappelle que Crescent MARAULT avec certains de ses amis politiques de l'époque était contre la mutualisation lorsqu'elle a été mise en place et que l'obstruction systématique n'a fait que retarder le processus.

Elle fait remarquer qu'effectivement tous ces équipements qui profitent à toute l'agglomération auraient pu être transférés bien avant mais elle rappelle le tapage fait à l'époque quand il s'agissait de transférer le Stade nautique.

Elle pense que cela est le retour de bâton de l'opposition à laquelle il appartenait et qu'il ne faut s'en plaindre maintenant.

Crescent MARAULT répond que pour sa part il était favorable au transfert de la piscine.

De plus, Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer qu'Emmanuelle MIRE DIN lors de la présentation du débat des orientations budgétaires a dit que vous n'alliez quand même pas fermer les écoles mais note que l'école des Brichères sera fermée à la prochaine rentrée scolaire.

Crescent MARAULT répond que la fermeture intervient par rapport à la baisse de l'effectif.

Concernant l'augmentation de l'imposition Isabelle POIFOL-FERREIRA constate que les promesses en la matière ne sont pas tenues.

Elle pense que gouverner c'est prévoir et indique à Crescent MARAULT que cela n'est que cela n'est pas le cas.

Sébastien DOLOZILEK fait remarquer que le projet de déviation était inscrit dans le programme de campagne électorale de Guy FERREZ en 2001 et qu'il a été au pouvoir pendant 20 ans mais n'a rien fait pour le concrétiser.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que la crise frappe tout le monde et qu'il faut s'y adapter et avoir les moyens de ses ambitions sinon cela relève de l'irresponsabilité.

Elle note que pour chaque projet les coûts explosent et qu'il est donc nécessaire d'être raisonnable et de prioriser les projets.

Elle souligne le seuil d'alerte atteint au niveau du taux d'endettement de la collectivité et pense qu'il est encore temps de réagir pour ne pas impacter à ce point l'avenir des Auxerrois avec une ambition démesurée proche de la folie des grandeurs qui creuse l'endettement de la ville.

Elle pense qu'il n'est pas possible pour les Auxerrois qui subissent déjà les augmentations des prix de voir augmenter également leurs impôts et que ce n'est pas de cette manière que le territoire deviendra plus attractif et favorisera l'installation de nouveaux habitants.

Elle fait remarquer que Crescent MARAULT aime beaucoup éreinter son prédécesseur et rappelle que ce dernier a fait 3 mandats successifs et qu'à ce titre, s'il avait été si nul, les habitants l'auraient su et auraient voté autrement.

A cet égard, elle pense qu'il ne faut pas prendre les électeurs pour des imbéciles et rappelle que Crescent MARAULT a été élu dans un contexte très particulier.

Elle estime que quand Crescent MARAULT aura réussi ce triplé, ils pourront discuter de qui aura eu la meilleure stratégie pour le territoire et la meilleure ambition pour Auxerre.

Elle ajoute que les silos n'ont pas été achetés dans le souci de préserver le porte-monnaie des Auxerrois dans la mesure où l'acheteur à l'époque demandait deux fois le prix de l'estimation des Domaines et que les négociations étaient toujours en cours.

Elle précise que grâce aux crises successives ils ont pu être achetés à un prix acceptable.

Elle demande à ce que la ville ne soit pas laissée dans un trop mauvais état à la fin du mandat.

Crescent MARAULT répond qu'il ne stigmatise pas son prédécesseur et ne le cite jamais.

Il précise qu'il dit seulement que la gouvernance de ce territoire a fait des choix qu'ils ne partagent pas.

Concernant la suite pas favorable qu'elle lui prédit, il précise que ce qui l'intéresse c'est qu'Auxerre se soit redynamisée et que demain les gens soient fiers d'être auxerrois et que d'autres aient envie de venir sur ce territoire, qu'il soit maire ou pas.

Il ajoute qu'il n'est que de passage et n'a pas la prétention de faire 3 mandats.

Il pense à cet égard que le dernier mandat était de trop et qu'il faut parfois mieux rester modeste, travailler quand on est aux responsabilités et laisser le soin aux Auxerrois le moment venu de faire leur choix.

N° 2023-124

Objet : Fiscalité ménage - Fixation du taux 2024

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Conformément à l'article 1639 A et suivants du code général des impôts, les collectivités locales et organismes compétents font connaître aux services fiscaux les décisions relatives soit aux taux, soit aux produits, selon le cas, des impositions directes perçues à leur profit.

L'article 1636 B sexies du code général des impôts précise les règles de lien entre les taux qui s'applique à une commune :

« I. – 1. Sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies, les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et de la cotisation foncière des entreprises.

Ils peuvent :

- a) Soit faire varier dans une même proportion les taux des quatre taxes appliqués l'année précédente;
- b) Soit faire varier librement entre eux les taux des quatre taxes.

Dans ce cas :

1° Le taux de cotisation foncière des entreprises et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale :

- ne peuvent, par rapport à l'année précédente, être augmentés dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition ;

- ou doivent être diminués, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse ;

2° Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Depuis l'année 2023, le conseil municipal retrouve un pouvoir de vote de taux sur la taxe d'habitation qui perdure pour les résidences secondaires.

Considérant que le contexte global inflationniste rend nécessaire la mobilisation de ressources complémentaires au profit du budget de la ville d'Auxerre, il est proposé au conseil municipal de faire varier dans une même proportion les taux des taxes en appliquant un coefficient de 1.072 au taux de l'année précédente et ainsi de porter le taux de taxe sur le foncier bâti de 46.60% à 49.96%, le taux de taxe sur le foncier non bâti de 74.27% à 79.62% et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale de 21.14% à 22.66%.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De fixer, pour 2024 les taux suivants :

- 49.96 % de taux de taxe foncière sur les propriétés bâties
- 79.62 % de taux de foncière sur les propriétés non bâties
- 22.66 % de taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 28
- voix contre : 10 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT, Farah ZIANI
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-125

Objet : Plan de relance du logement social - Attribution d'une subvention à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Par courrier en date du 19 septembre 2022 l'Office Auxerrois de l'Habitat a sollicité la ville afin d'obtenir une subvention d'équipement au titre du plan de relance du logement social.

Cette subvention est demandée chaque année par l'OAH sur la base des annuités d'emprunt devant être supportées par l'OAH (en principe demande en fin d'année N-1 sur la base des annuités à supporter par l'organisme au titre de l'année N).

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Imputation	Montant Subvention
Office Auxerrois de l'Habitat	Plan de relance du logement social 2023	552-204182	147 726.12€

Pour 2023, le détail de la somme demandée figure en annexe de la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer une subvention de 147 726.12€ à l'Office Auxerrois de l'Habitat pour le plan de relance du logement social pour l'année 2023,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Sébastien DOLOZILEK, Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-126

Objet : Réhabilitation de 74 logements - Quartier des Rosoirs à Auxerre - Octroi d'une garantie d'emprunt à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2035 du Code civil,

VU la délibération du 20 juin 2023 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) portant souscription d'un prêt composé de 2 lignes de prêts pour un montant total de 3 065 003 euros, dont le détail figure en annexe de la présente délibération, auprès la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'opération Parc social public, Réhabilitation lourde /Restructuration de 74 logements situés 1, 3, 5, 7, 9 rue de Gembloux et 2 rue de l'Argonne 89000 AUXERRE,

VU le contrat de prêt 150637 annexé à la présente délibération entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, ci-après dénommé l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Ville d'Auxerre pour que celle-ci se porte garante de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la communauté de l'Auxerrois est également sollicitée à hauteur de 50 %,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1^{er} : La ville d'Auxerre accorde sa garantie d'emprunt à l'OAH pour le financement de l'opération Parc social public, Réhabilitation lourde /Restructuration de 74 logements situés 1, 3, 5, 7, 9 rue de Gembloux et 2 rue de l'Argonne 89000 AUXERRE à hauteur de **50%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 065 003 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°150637, constitué de 2 Lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 532 501.50 € – un million cinq cent trente-deux mille cinq cent un euros et cinquante centimes, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	
Enveloppe	-	Eco-prêt	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5544243	5544228	
Montant de la Ligne du Prêt	1 943 003 €	1 122 000 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	3,6 %	2,75 %	
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %	2,75 %	
Phase d'amortissement			
Durée	25 ans	25 ans	
Index¹	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %	
Taux d'intérêt²	3,6 %	2,75 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement

Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5 : Le Conseil autorise le Maire de la Ville d'Auxerre à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'OAH et la Caisse des dépôts et consignations.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Sébastien DOLOZILEK, Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-127

Objet : Promotion d'une équipe ville d'Auxerre pour les foulées roses - Attribution d'une subvention à Yonne en rose

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Les Foulées Roses est un évènement sportif et solidaire. Il s'agit de marches et courses organisées le weekend du 7 et 8 octobre 2023 au profit de La Ligue contre le cancer.

Les forces vives de la collectivité ont pu être mobilisés pour cet événement en créant une équipe Ville d'Auxerre.

Ce sont 30 agents qui ont représentés la collectivité en courant pour la bonne cause.

Chaque participant a réglé, lors de son inscription, la somme de 10 euros à l'association organisatrice.

Il est proposé que la collectivité, pour soutenir l'effort fait par les agents, reverse 7 euros par participant à l'association Yonne en Rose sous forme d'une subvention d'un montant de 210 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De verser une subvention de 210 € à l'association l'Yonne en Rose pour l'édition des Foulées Roses 2023,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-128

Objet : Equipements sportifs - Attribution des subventions 2023

Rapporteur : Hicham EL MEHDI

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer un ensemble de subventions d'investissement à divers organismes et associations locales aux montants précisés dans la liste ci-dessous pour un montant total de 49 970€.

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Subvention accordée
AJA Omnisport – Section Echec	Achat de 5 échiquiers électroniques	2 228€
AJA Omnisport – Section Gymnastique	Achat de divers matériels favorisant la motricité, l'équilibre et la souplesse des jeunes	5 272€
ASPTT Omnisport – Section Cycloport/Cyclisme	Achat de 2 VTT pour l'école de cyclisme	1 500€
Aux'R Judo	Achat de 3 potences avec sacs de frappe	1 150€
Aux'R Judo	Achat d'un rack de musculation	550€
Aux'R Judo	Achat d'un vélo d'appartement	459€
Aux'R Judo	Achat d'une balance plateau inox à usage sportif	580€
Aux'R Judo	Achat d'une pendule	945€
Auxerre Aquatic Club	Achat de 2 Aquabike Hydrorider	3 400€
Auxerre Sport de Contact	Achat de 5 sacs de frappe	1 367€
Cercle d'escrime auxerrois	15 lames pour sabre	372€
Cercle d'escrime auxerrois	9 cuirasses protection enfant	410€
Cercle d'escrime auxerrois	5 cuirasses électroniques protection enfant	648€
Cercle d'escrime auxerrois	5 masques inox sabre électronique	1 583€
Cercle d'escrime auxerrois	10 pantalons mixtes	727€
Cercle d'escrime auxerrois	15 gants pour sabre électronique	620€
Club de plongée Paul Bert	Achat de combinaisons et gilets de plongée	5 742€
Handball Club Auxerrois – Handisport	Achat d'une remorque pour le transport des fauteuils roulants	2 676€
Motonautique Sporting Club de l'Yonne	Achat de matériels spécifiques à la pratique des activités	2 448€
Olympic Canoé Kayak Auxerrois	Achat de 2 kayaks (K1)	5 600€
Première compagnie d'arc d'Auxerre	Achat de cibles "campagne"	3 001€
Stade Auxerrois – Badminton	Achat d'une batterie et d'un chargeur pour le lanceur de volants	600€
Stade Auxerrois – Billard	Achat de 6 tapis de billard avec draps	2 272€
Stade Auxerrois – Football	Achat de planches à rebond	2 920€
Stade Auxerrois – Football	Achat de buts pour débutant	1 200€
Vélo Club d'Auxerre	Achat de 2 vélos cyclo-cross	1 700€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023, imputation 40-20421,
- D'autoriser le maire à signer toutes les conventions nécessaires au versement de ces subventions.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Hicham EL MEHDI fait remarquer à Rémi PROU-MELINE que le montant des subventions n'a pas baissé.

Sophie FEVRE rappelle qu'elle avait déjà demandé de disposer pour ce type de délibération du montant de la subvention demandé pour comparer par rapport au montant attribué et du nombre d'adhérents de l'association.

Hicham EL MEHDI répond que ces éléments pourront être communiqués et précise que l'attribution des subventions est plutôt basée sur le projet proposé que sur le nombre d'adhérent.

Il fait remarquer que tous ces éléments ont été présentés en commission d'attribution mais que Sophie FEVRE n'était pas présente comme à celle de l'année précédente.

Sophie FEVRE indique qu'elle n'a pas vu passer cette invitation et se faisait la remarque avec Florence LOURY de ne pas avoir reçu l'invitation.

Florence LOURY indique qu'il y a deux ans les invitations avaient été envoyées tardivement au cours du mois d'août et que la dernière invitation à dû passer au travers.

Hicham EL MEHDI indique que les invitations ont bien été envoyées et que les éléments seront néanmoins transmis. (cf annexe 1)

N° 2023-129

Objet : Liaison Sud d'Auxerre - LISA - Accord financier section sous maîtrise d'ouvrage du Département

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le projet de déviation Sud d'Auxerre est à l'étude depuis les années 2000 mais a été repoussé faute de financement.

Ce projet de contournement a été relancé depuis l'été 2020 selon le tracé de principe arrêté en 2004.

Destiné à relier la RN6 et la RD965, ce contournement de 9,9 km comporte une section sous maîtrise d'ouvrage de l'État (de la RN 6 à la RN 151) et une section sous maîtrise d'ouvrage du conseil départemental (de la RN 151 à la RD 965).

En formant le troisième quart du contournement, ce projet permettra de retirer la majeure partie du trafic de transit du centre-ville d'Auxerre, d'améliorer la sécurité et de réduire les nuisances pour les riverains et de mettre en œuvre des projets de requalification urbaine de certains quartiers.

Pour la partie portée par la maîtrise d'ouvrage du Département de l'Yonne de la liaison Sud d'Auxerre destinée à relier la RN6 (au droit de son intersection avec les RN 65 et RD 606) à la RD 965, les parties se sont entendues pour financer ce projet selon la répartition suivante :

Co-financeur	Montant de la participation en €HT	Taux de la participation
Etat / FNADT	7 M€	FORFAITAIRE
Département de l'Yonne - Maître d'ouvrage	10,63 M€	41 %
Commune d'Auxerre	15,37 M€	59 %
TOTAL	33 M€ HT	100 %

Le montant prévisionnel de la subvention de la Ville d'Auxerre est de 15,37 M€, correspondant à un taux d'aide de 59 % du coût prévisionnel hors FNADT, arrêté à 26 M€ HT.

Le montant définitif de la participation financière de la Ville sera calculé sur la base de cette clé de répartition et réactualisée en fonction des résultats des consultations et appels d'offres.

Il est convenu que les versements se feront annuellement au profit du Département de l'Yonne, selon le calendrier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	Montant 2024	Montant 2025	Montant 2026	Montant 2027
15 370 000	2 800 000	3 000 000	4 750 000	4 820 000

Les conditions d'éligibilité des dépenses et les modalités de versements sont précisées dans la convention de financement annexée à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'accord financier pour la Liaison Sud d'Auxerre,
- D'autoriser le Maire à signer la convention de financement,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au plan pluriannuel d'investissement.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mathieu DEBAIN se réjouit que ce projet avance et rappelle que le coût porté par le Département a subi une augmentation de 14 % par rapport à ce qui était prévu au COPIL de 2021 à cause de l'inflation et des prix des matériaux.

Il pense que sur la section de l'Etat il y aura certainement la même augmentation et qu'il manquera environ 15 millions d'euros.

Il demande s'il y a une certitude quant au bouclage financier pour le reste de ce contournement.

Crescent MARAULT répond qu'il lui semble que la Région a délibéré sur le principe dans le contrat de plan Etat-Région.

Mani CAMBEFORT rappelle que tout le monde est favorable à ce projet mais pense qu'inscrire dans la délibération qu'il a été relancé depuis l'été 2020 est un abus de langage bien que cette nouvelle majorité ait apporté sa pierre à l'édifice.

Concernant la partie portée par l'Etat, il confirme que la Région a délibéré en assemblée plénière sur un protocole d'accord dans le cadre du contrat de plan Etat-Région sur un montant entre 100 et 114 millions d'euros pour le contournement Sud, avec une part pour l'Etat d'environ 25 millions et une part pour la Région à hauteur de 25 millions.

Il rappelle que le département doit également financer 25 millions d'euros et demande comment serait répartie la prise en charge d'un éventuel surcoût.

Crescent MARAULT répond que c'est une question qui reste à étudier.

Denis ROYCOURT rappelle que le plan de déplacements urbains élaboré en 2005 préconisait une voie routière qui évite l'ensemble des entrées et des sorties de la ville et que les 11 conseils de quartiers de l'époque s'étaient prononcés à l'unanimité favorablement concernant la création de cette déviation mais sous certaines conditions.

Il précise que cela avait été très discuté au sein des écologistes mais que ce choix a été fait pour résoudre les problèmes de circulation, des vitesses excessives, des difficultés de stationnement, risques de collisions, passages de véhicules imposants et inadaptés à la voirie en place.

Il indique que le conseil municipal de l'époque avait également voté pour ce projet à l'unanimité pour permettre de désengorger la ville des centaines de véhicules qui traversent la ville sans s'y arrêter quotidiennement et qui provoquent une pollution de l'air.

Il rappelle que la DREAL avait accepté le projet sous réserve que ce contournement ne favorise pas l'étalement urbain et de protéger les espaces naturels urbains et périurbains.

Il précise qu'il y avait eu un consensus pour choisir un contournement de deux fois une voie et se demande si le projet soutenu à l'époque est bien le même que celui prévu aujourd'hui et si le changement de dénomination n'annule pas les orientations qui avaient été fixées

Il fait part de son inquiétude dans la mesure où il n'a pas connaissance du plan précis avec les sorties et les entrées et rappelle qu'il l'a sollicité à plusieurs reprises.

Il fait remarquer que ce projet a été bloqué plusieurs fois et que les travaux annoncés pour 2024 sont finalement repoussés en 2027.

Il s'interroge sur la suite qui sera réservée au projet si les coûts étaient amenés à encore augmenter.

Crescent MARAULT répond que ce nom a été choisi par l'Etat mais que lui aurait préféré que le terme intercommunal soit présent et précise que l'option retenue est la réalisation de deux voies avec une troisième voie

Il indique que l'étalement urbain est exclu notamment par rapport aux contraintes de la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

Il indique que le début des travaux devrait intervenir en 2024 et que la DREAL est en train d'établir les cahiers des charges pour les consultations des entreprises.

Concernant la présentation des plans, il rappelle qu'il y a eu une enquête publique au cours de laquelle ils étaient consultables et indique qu'ils seront annexés au procès-verbal de la séance. (cf annexe 2)

Pascal HENRIAT confirme que ce projet connaît effectivement un surcoût à cause de l'augmentation des prix concernant la réalisation des travaux et rappelle que la Région a bloqué sa participation et qu'elle n'augmentera pas même en cas de surcoût supplémentaire, que le Département qui fait déjà un gros effort financier sur ce dossier ne participera pas davantage ainsi que l'Etat qui n'apportera pas de financement au-delà du complément qui est déjà prévu.

Il indique que s'il y avait de nouveau un surcoût, il serait porté malheureusement uniquement par la ville et l'agglomération.

Il rappelle que la ville de Sens a réussi à faire des économies sur le même type de projet et que pour l'Auxerrois Christophe BONNEFOND suit attentivement ce dossier pour maîtriser le budget au maximum.

Isabelle POIFOL-FERREIRA rappelle que la Région détient la compétence en matière de mobilité mais que les réalisations des infrastructures routières n'entrent pas dedans et qu'elle a fait un effort financier volontaire pour soutenir ce projet en bloquant une somme forfaitaire mais qu'elle ne dispose des finances nécessaires pour intervenir sur tous les projets.

Crescent MARAULT fait remarquer que la Région intervient sur quelques projets de ce type.

Mani CAMBEFORT rappelle que quand la Région a fixé sa participation le coût du projet était de 100 millions d'euros et que son financement représentait 25 % du coût total.

Crescent MARAULT répond qu'elle va continuer à financer des projets.

Mani CAMBEFORT répond que pour ces projets elle participe seulement à 12.5 % et qu'il faut expliquer maintenant aux autres collectivités pourquoi elle n'intervient plus dans les mêmes proportions.

Céline BÄHR précise que Nicolas SAURET et Christophe BONNEFOND ont beaucoup œuvré afin que la subvention de la Région à hauteur de 25 millions d'euros soit maintenue dans le volet mobilité du Contrat de Plan Etat-Région et que cela a été difficile.

N° 2023-130

Objet : Portage "ilot Batardeau" par l'EPF - Approbation de la convention de mise à disposition constitutive de droits réels

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Par délibération n°2022-055 du 19 mai 2022, la Ville d'Auxerre a confié à l'Etablissement Public Foncier Bourgogne Franche-Comté (EPF) le portage foncier du site Batardeau, qui consiste à porter les immeubles et réaliser les acquisitions dans le périmètre défini par la convention.

Aux termes d'une convention opérationnelle (opération n°908), la Ville d'Auxerre et l'EPF ont défini les conditions et les modalités de ce portage. Les parcelles confiées à l'EPF vont de la section EI12 à la section EI16.

Pour faire suite à la convention de portage, l'EPF va prochainement acquérir les silos, propriétés de la société 110 BOURGOGNE.

La Ville d'Auxerre souhaite, sur cet îlot, dans le cadre du projet AUXERRE A.M.B.I.T.I.E.U.S.E pouvoir bénéficier de droits réels, notamment pour poursuivre les études, procéder à la démolition des silos et à la dépollution du site via la procédure de tiers demandeur engagé.

Aussi, et pour que la Ville d'Auxerre puisse intervenir, à compter de la vente effective du site à l'EPF, il est nécessaire que celui-ci l'autorise, par voie de convention constitutive de droits réels, comme ci-annexée à la présente délibération.

La convention est conclue pour une durée de 14 ans ou jusqu'à la rétrocession du bien à la Ville d'Auxerre ou tout opérateur désigné.

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La convention sera effective dès que l'EPF sera propriétaire des parcelles.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition constitutive de droits réels avec l'EPF DOUBS BFC,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition constitutive de droits réels ainsi que tous actes à venir permettant la mise en œuvre de la délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT indique que la Maison des syndicats doit trouver un nouveau lieu pour s'installer et bien que la ville n'ait pas d'obligation de leur proposer un local il rappelle que c'était une tradition de les accueillir.

Il demande à quel stage en sont les recherches concernant l'attribution d'un nouveau site pour les accueillir.

Crescent MARAULT répond que les syndicats ont été avertis il y a un peu plus d'un an et indique qu'ils ont fait parvenir une lettre ouverte au Préfet, au Département et à la Région afin de provoquer une réunion pour trouver des solutions.

Il précise qu'il recherche un nouveau lieu pouvant les accueillir qui sera mis à leur disposition gratuitement mais qu'il ne souhaite pas que les charges soient portées uniquement par la ville et qu'elles devront être réparties entre les co-financeurs dans la mesure où les syndicats représentent tous les salariés du département et qu'à ce titre il faut établir une équité.

Il ajoute que pour le moment rien n'est fixé et invite les syndicats à relancer leur demande auprès des autres partenaires.

Isabelle POIFOL-FERREIRA demande quel est le projet prévu sur ce site.

Crescent MARAULT répond qu'avant d'acheter il faut déclasser le site et le dépolluer puisque cela n'a pas été fait au préalable au cours du précédent mandat.

Il précise que quand ces contraintes seront levées ce site sera opérationnel pour l'achat et que les investisseurs pourront étudier les projets potentiels.

Il indique que la promesse de vente sera prochainement signée, qu'un appel à manifestation d'intérêt a été lancé et que des promoteurs ont fait part de leur intérêt pour ce site.

Il ajoute que le choix pourra se faire en fin d'année et des protocoles d'accord pourront être établis pour aboutir à un dépôt de construire puis à la cession.

Denis ROYCOURT demande si c'est la ville qui prend en charge le coût de la dépollution et quel est son coût.

Crescent MARAULT répond que le coût est estimé à 2 millions d'euros pour la démolition du silo et la dépollution et précise qu'une demande de financement a été déposée auprès de fonds spécifiques dédiés à la réhabilitation de friches de ce type.

Nordine BOUCHROU précise que ces travaux doivent débuter en mai 2024 et se terminer en décembre 2024.

N° 2023-131

Objet : Etablissement Public Foncier îlot Robillard - Convention de mise à disposition en vue d'une opération de travaux conservatoire

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre de la convention opérationnelle n°932 « îlot Robillard », suite aux délibérations n°2021-037 du 25 mars 2021 et n°2022-007 du 10 février 2022, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Doubs-BFC a acquis les immeubles de l'Imprimerie Moderne sis place Robillard, cadastrés section :

- EM 6, 3 place Robillard
- ES 293, 2 bis place Robillard

Afin d'en assurer l'entretien et assurer les réparations courantes ou de sauvegarde, l'EPF met à disposition de la Commune d'Auxerre, à titre gratuit, les biens sus-visés.

A travers cette convention, il sera convenu que les clés seront remises à la Communauté de l'Auxerrois qui en aura la garde et la responsabilité. Celle-ci pourra les transmettre aux intervenants mais restera responsable des lieux mis à disposition.

Cette mise à disposition permettra également de pouvoir organiser les visites avec de futurs investisseurs.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition des biens immobiliers cadastrés EM 6 et ES 293 avec l'EPF ; ainsi que toute modification ultérieure, dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie générale de la convention,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 34
- voix contre : 0
- abstentions : 4 Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que la convention n'est pas annexée à la délibération et demande quels travaux seront réalisés.

Nordine BOUCHROU répond que ce seront des travaux de sécurisation.

Crescent MARAULT ajoute qu'il s'agit également de disposer d'une autorisation pour entrer dans les locaux afin de pouvoir réaliser des diagnostics et des études parce que l'EPF est propriétaire et indique que dans les prochains mois un permis de construire pourra être déposé.

N° 2023-132

Objet : Association Cabriole - Attribution d'une subvention exceptionnelle

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

L'association Cabriole est une structure en charge de la gestion et du fonctionnement de la crèche « Cabriole » située à Auxerre.

Cette activité contribue à la politique petite enfance de la ville d'Auxerre qui a pour finalité de proposer une offre d'accueil adaptée aux besoins des familles.

Dans ce cadre, la commune apporte un soutien sous forme de subvention de fonctionnement votée annuellement par le conseil municipal.

Pour l'année 2023, le conseil municipal du 9 décembre 2022 a accordé une subvention de fonctionnement d'un montant de 54 400€.

Considérant que la situation financière de l'établissement se dégrade depuis plusieurs années.

Considérant le licenciement de la directrice en poste depuis 30 ans.

Considérant que le nouveau bureau, composé de personnes jeunes et dynamiques, recherche toutes les solutions possibles pour que la crèche perdure.

Il est proposé au conseil municipal de verser une aide d'urgence d'un montant de 50 000€ à l'association Cabriole.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer une subvention d'un montant de 50 000€ à l'association Cabriole,
- De verser la subvention dès approbation de la délibération,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Fara ZIANI demande si en contrepartie cela permet de disposer de places supplémentaires pour les enfants au regard des listes d'attente importantes pour ce type de structure.

Bruno MARMAGNE répond qu'il s'agit seulement de conserver 17 places existantes.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que la rédaction de la délibération porte à confusion sur la directrice qui serait sur ce poste depuis 30 ans alors qu'elle n'a pas occupé ces fonctions à ses débuts.

Pascal HENRIAT indique qu'il a suivi ce dossier et qu'au regard des difficultés de la structure et le manque de places sur le territoire, il est important d'éviter que cet établissement ferme.

Il précise que la gestion a été reprise par 4 jeunes mamans qui redressent la situation et font un très bon travail.

Il ajoute qu'il était important de maintenir ces places au regard du manque de places qui est une vraie problématique qu'il faudra gérer à l'échelle de l'agglomération dans la mesure où cela représente un point essentiel de l'attractivité du territoire.

Crescent MARAULT répond que chaque chose doit être faite en son temps.

N° 2023-133

Objet : Subventions aux centres de loisirs - Modification des montants 2023

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Le conseil municipal a adopté le 15 décembre 2022 par délibération n° 2022-158 le montant de subvention annuel pour l'exercice 2023 aux centres de loisirs associatifs en tenant compte du montant attribué par la CAF au titre de la CTG 2023.

Or la CAF ayant procédé à une rectification de sa participation, à la baisse, la subvention allouée aux centres de loisirs doit être réévaluée.

Il convient donc de procéder à l'actualisation des montants de subventions 2023 à verser au regard de ces éléments.

Il est proposé au conseil municipal de fixer le montant de la subvention 2023 aux centres de loisirs associatifs comme suit :

STRUCTURES	MONTANT DU 15/12/22	MONTANT ACTUALISE EN EUROS	SOLDE PART FIXE à verser dès signature de l'avenant	PART VARIABLE MAXIMUM (au vu des fréquentations)
CL PLPB	45 000,00	49 722,99	3 778,40	9 944,59
CL GULLI'VERT	65 000,00	77 161,50	9 729,20	15 432,30

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le maire à signer les avenants aux conventions 2022-2024,
- De réviser le montant de la subvention 2023 aux centres de loisirs comme indiqué ci-dessus.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Marie-Ange BAULU
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-134

Objet : Carte scolaire - Modification

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Le conseil municipal est compétent pour la création et l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public au titre des dispositions des articles L.2121-30 du Code général des collectivités territoriales et L.212-1 du Code de l'éducation.

Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), l'agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU) demande à la collectivité une modification de la carte scolaire sur le secteur Sainte-Geneviève avec pour objectif d'ouvrir cette école à d'autres publics et ainsi favoriser la mixité.

La carte scolaire est un système d'affectation des élèves dans une école selon le secteur géographique où ces élèves sont domiciliés. Les communes définissent la carte scolaire pour les élèves du 1er degré par délibération du conseil municipal.

Ainsi pour chaque inscription scolaire (compétence de la commune pour les écoles publiques du 1er degré), l'école du secteur est affectée en fonction de la domiciliation de l'élève.

Les objectifs de la carte scolaire sont :

- d'équilibrer les effectifs dans les écoles d'un territoire
- de tendre vers une mixité sociale

Par ailleurs, la collectivité a engagé un travail important d'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

La ville d'Auxerre connaissant une forte baisse des effectifs scolaires (-500 élèves en 10 ans) la recherche d'amélioration des conditions d'accueil doit passer par une optimisation des bâtiments scolaires.

La nouvelle carte scolaire propose ainsi de répondre à ces deux objectifs de la façon suivante :

- Transfert d'une partie des enfants du secteur des Brichères dans les écoles de Sainte Geneviève
- Transfert de l'autre partie des enfants du secteur des Brichères à l'école Matisse
- Transfert d'une partie des élèves du secteur de Matisse à l'école Jean Zay

Cette nouvelle organisation aura pour conséquence la fermeture de l'école des Brichères à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Elle a été présentée au directeur académique le 20 septembre 2023

Les secteurs redéfinis sont joints en annexe

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider la nouvelle carte scolaire pour une mise en œuvre à compter de la rentrée scolaire 2024-2025,
- D'acter la fermeture de l'école maternelle des Brichères à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 29
- voix contre : 5 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE
- abstentions : 4 Florence LOURY, Maud NAVARRE, Denis ROYCOURT, Farah ZIANI
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mathieu DEBAIN pense que la rédaction porte à faire croire que c'est à cause de l'ANRU que l'école des Brichères ferme alors que c'est bien la ville qui souhaite cette fermeture.

Bruno MARMAGNE répond que cette fermeture intervient d'une part pour répondre à une demande de l'ANRU et d'autre part pour l'optimisation des groupements scolaires.

Mathieu DEBAIN demande si un moyen de transport scolaire sera mis en place transporter les enfants le matin, le midi et le soir à la rentrée 2024.

Bruno MARMAGNE répond qu'il n'y aura pas de service de transport spécifique et précise qu'il a rencontré les enseignants, les services de l'éducation nationale et les parents et que deux permanences ont été organisées afin de recueillir les demandes des 11 familles reçues.

Il précise à cet égard que le transport a été peu demandé et qu'une association de parents d'élèves a proposé de mettre en place un pédibus.

Il ajoute que la plupart des familles sont même arrangées d'aller sur une autre structure notamment lorsqu'il y a des fratries.

Sophie FEVRE fait remarquer que l'annonce de la fermeture de l'école des Brichères est intervenue suite à une question lors d'une réunion publique à Sainte Geneviève et que les habitants se sentent délaissés et humiliés.

Bruno MARMAGNE répond que les familles ont été rencontrées la veille de cette réunion.

Sophie FEVRE se demande comment les familles vont faire lorsque qu'il faudra déposer les enfants sur plusieurs sites surtout si elles ne sont pas véhiculées.

Bruno MARMAGNE rappelle que la situation était déjà compliquée à ce niveau.

Sophie FEVRE regrette le manque de concertation avec la population et rappelle que le Maire se vante de ne pas être responsable de la fermeture des collèges et des lycées alors que cette fermeture d'école est bien sous sa responsabilité.

Concernant la baisse des effectifs, elle fait remarquer qu'il est indiqué qu'elle intervient sur 10 ans et rappelle que des écoles ont déjà été fermées.

Crescent MARAULT répond que cette décision a été prise en concertation avec l'inspection académique.

Sophie FEVRE rappelle les effectifs de l'école des Brichères qui étaient de 63 en 2017-2018, de 68 en 2018-2019, de 73 en 2019-2020 et précise qu'aujourd'hui l'effectif est de 73 élèves ce qui porte la moyenne à 22.6 élèves par classe.

Elle indique qu'après la maternelle il y a la possibilité de mettre en place un système de classe dédoublée qui fonctionne très bien et pense que la ville devrait prendre en compte ce dispositif qui permet d'avoir des effectifs plus faibles par classe de mieux travailler avec chaque élève selon ses besoins.

Elle fait remarquer que le Maire prévoit une croissance du nombre d'habitants sur Auxerre qui seront attirés par le territoire et se demande à ce titre pourquoi fermer des services et une école.

Elle se réjouit de la création du pôle éducatif sur Sainte Geneviève mais se demande pourquoi fermer cette école des Brichères maintenant.

Elle estime que ce projet est sidérant.

Bruno MARMAGNE répond que cette année il y a 67 élèves à l'école des Brichères dont 23 qui vont partir en CP, que l'on ne connaît jamais à l'avance les effectifs en petite section et que la fermeture cette année va permettre un transfert de l'équipe complète sur l'école Matisse ce qui n'aurait pas pu se faire si la fermeture était intervenue l'année prochaine.

Sophie FEVRE est consciente de l'effectif en baisse mais pense que sur ce quartier il pourrait être créé des très petites sections comme sur le quartier des Rosoirs qui fonctionnent très bien.

Emmanuelle MIRE DIN précise que les échanges qui ont eu lieu lors de la réunion publique à Sainte Geneviève n'étaient pas avec des parents mais avec des ATSEM qui craignaient que l'arrivée des nouveaux élèves à Renoir et à Courbet implique une surcharge de travail par rapport à certains élèves qui ont des retards d'acquisition de la propreté.

A cet égard, elle précise que des aides à la parentalité seront mises en place dans les écoles avec les équipes des espaces d'accueil et d'animation notamment l'organisation d'ateliers pour permettre que cela se passe mieux dans les classes.

Bruno MARMAGNE rappelle que l'école des Brichères connaissent des problèmes de sécurité par rapport à la circulation aux abords des boulevards.

N° 2023-135

Objet : Crèches municipales - Modification des règlements de fonctionnement

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Un référent « santé et accueil inclusif » (RSAI) doit intervenir dans chaque établissement et service d'accueil non permanent d'enfants au titre du décret °2021-1131 en date du 30 août 2021.

L'article R.2324-39 dudit décret précise alors le type de personnes pouvant exercer la fonction de RSAI:

- Un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ;
- Une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ;
- Une personne titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier disposant d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans à titre principal auprès de jeunes enfants comme infirmier.

Une infirmière puéricultrice a été nommée RSAI pour l'ensemble des crèches municipales. De ce fait, il n'est fait aucune obligation de recruter un médecin de crèche.

Par conséquent, les règlements de fonctionnement des crèches doivent être modifiés en supprimant les références au médecin de crèche, en les remplaçant par le RSAI et en indiquant l'utilisation des protocoles médicaux rédigés par la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la modification des règlements de fonctionnement des crèches afin que soient supprimées les références au médecin de crèche, en les remplaçant par le RSAI et finalement en indiquant l'utilisation des protocoles médicaux rédigés par la PMI.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-136

Objet : Fonctionnement de la petite crèche du Pont - Modification des conditions spécifiques

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Suite à la réforme des modes d'accueil imposée par le décret 2021-1131 un nouveau cadre réglementaire s'est appliqué dans les crèches avec notamment le choix par l'organisateur du taux d'encadrement parmi les deux propositions suivantes :

- soit un rapport d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent ;
- soit un rapport d'un professionnel pour six enfants.

L'établissement devait alors mentionner son choix dans son règlement de fonctionnement, s'y tenir et en informer le Président du Conseil départemental.

Le conseil municipal a délibéré le 30 juin 2022 pour valider les nouveaux règlements de fonctionnement et les nouvelles conditions spécifiques à chaque crèche.

Il avait alors été décidé d'opter pour la petite crèche du Pont pour le taux d'encadrement d'un professionnel pour six enfants.

Après une année de fonctionnement, pour permettre une meilleure souplesse dans l'organisation des plannings des équipes et pour optimiser le taux d'occupation de la structure, il est proposé de modifier le taux d'encadrement en passant à un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent pour la petite crèche du Pont.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de modifier le taux d'encadrement et de le fixer à un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent pour la petite crèche du Pont.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-137

Objet : Fédération Européenne des Sites Clunisiens - Adhésion

Rapporteur : Julien JOUVET

La Fédération des Sites Clunisiens a été fondée le 18 juin 1994, à Souvigny (Allier, France), par vingt-quatre communes soucieuses de promouvoir leur patrimoine clunisien commun.

L'héritage du réseau européen légué par les moines de Cluny depuis le Moyen Âge est dense, complexe et aujourd'hui peu connu et la Fédération a pour objet de redonner un sens culturel à ce bien commun.

En 2005, le Conseil de l'Europe reconnaît le réseau des Sites Clunisiens comme « Grand Itinéraire Culturel » pour sa dimension paneuropéenne et le rôle majeur joué par Cluny dans la formation de l'identité européenne. La Fédération porte et fait vivre cette mention.

Aujourd'hui, dans le cadre de la Fédération Européenne des Sites Clunisiens, ce sont près de 200 sites qui, dans 8 pays d'Europe, œuvrent en commun pour des projets locaux, régionaux et internationaux.

Le plus ambitieux à ce jour est la candidature d'inscription au Patrimoine Mondial d'une liste Cluny et les Sites Clunisiens en Europe.

A ce titre, la fédération des Sites Clunisiens a contacté la Ville d'Auxerre pour intégrer l'Abbaye Saint-Germain au réseau et l'inscrire comme possible candidat à la liste présentée à l'UNESCO.

L'Abbaye Saint-Germain a passé près de 250 ans sous la tutelle de l'abbaye-mère bourguignonne, de la fin du Xe siècle à 1256, ce qui l'inscrit dans l'histoire de Cluny et de son influence tout au long du Moyen-âge, à travers la Bourgogne et l'Europe.

Il est donc proposé d'adhérer à la Fédération des sites Clunisiens pour un montant annuel de 1 800 € auxquels s'ajoutent pour la première année uniquement un droit d'entrée de 500 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'adhésion de la Ville d'Auxerre à la fédération Européenne des Sites Clunisiens.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-138

Objet : Scène de Musiques Actuelles le Silex 2023-2026 - Approbation de la convention pluri-annuelle d'objectifs

Rapporteur : Céline BÄHR

Le Ministère de la Culture labellise un certain nombre de structures culturelles dont le projet artistique et culturel correspond aux critères édictés par les tutelles.

Le Silex est une Scène de Musiques Actuelles (SMAC) qui correspond à une scène nationale dans son domaine, gérée par l'association Service Compris sous contrat de concession.

L'appellation SMAC témoigne du développement des politiques publiques en faveur des musiques actuelles et à la structuration économique du secteur. Les structures labellisées ont pour principal objectif de favoriser, accompagner et promouvoir la création musicale défendue par des artistes professionnels aussi bien qu'amateurs.

Les institutions culturelles labellisées SMAC se doivent d'apporter une attention particulière à la diversité, aussi bien au travers des œuvres présentées que des artistes accompagnés.

Elles doivent présenter un projet artistique et culturel valorisant les musiques actuelles. Ce terme regroupe notamment : chanson, jazz et musiques improvisées, musiques traditionnelles et musiques du monde, rock, pop, électro, rap, auxquelles peuvent s'articuler d'autres disciplines artistiques.

Le projet présenté doit s'articuler autour de trois missions :

- la création/production/diffusion de concerts ;
- l'accompagnement des pratiques musicales professionnelles et amateurs ;
- l'action culturelle.

Le Silex est labellisé SMAC depuis 2013. Seule SMAC de l'Yonne, son aura dépasse les frontières du département, grâce à une programmation nationale et internationale repérée par les producteurs et tourneurs, un équipement technique de premier plan et un festival, le Catalpa, qui regroupe près de 40 000 spectateurs chaque année.

Son activité répond en tout point au cahier des charges exigé par le label.

Il est proposé que la Ville d'Auxerre soit signataire d'une convention d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Bourgogne-Franche-Comté, le Département de l'Yonne et l'association Service Compris.

Cette convention d'une durée de 4 ans a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label SMAC et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de la convention d'objectifs conclue entre le Ministère de la Culture, la Région Bourgogne-Franche-Comté, le Département de l'Yonne et l'association Service Compris,
- D'autoriser le Maire à signer la convention jointe en annexe.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que bien que cette signature soit nécessaire, cette convention deviendra bientôt obsolète dans la mesure où toutes les salles labellisées ont des grosses difficultés de financements puisque leurs charges augmentent et que les subventions qui leurs sont versées restent du même niveau.

Elle indique que l'inflation oblige la population à faire des sacrifices notamment sur les sorties et les loisirs et que cela a des conséquences financières sur ce type de structure.

Elle précise qu'il est très probable qu'une nouvelle convention intervienne dans peu de temps soit parce que l'Etat aura accepté d'augmenter sa part de financement soit parce que le SILEX se retrouvera en trop grande difficulté financière.

Elle souligne l'excellent travail réalisé par l'association Service Compris et rappelle les désagréments qu'elle subit en cette période de travaux et pense qu'un geste de la ville serait le bienvenu pour les aider.

Crescent MARAULT répond que cette structure connaît les mêmes contraintes que la collectivité par rapport à l'inflation et aux charges qui augmentent.

Denis ROYCOURT fait part d'un dysfonctionnement du chauffage et que la température dans les locaux atteint parfois 30 degrés.

Céline BÄHR répond que la maintenance du chauffage est intervenue pour solutionner ce problème et précise que la ville a maintenu la subvention accordée à cette association d'un montant de 635 000 € et que l'agglomération a augmenté son financement dans le cadre du festival CATALPA.

De plus, elle précise que la redevance domaniale que l'association doit reverser à la ville a été revue à la baisse de 20 000 € et que cela représente un geste de la collectivité en faveur de cet équipement qui est une chance pour le territoire.

N° 2023-139

Objet : Maison de l'Emploi et de la Formation - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Depuis 2007, la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois sont liées par la passation de conventions en vue de soutenir des structures d'insertion professionnelle. Ce soutien s'exerce dans le cadre du droit commun de la politique de la Ville.

A ce titre, la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois s'engage auprès de la Ville d'Auxerre à :

- Promouvoir et compléter les services rendus aux demandeurs d'emploi ;
- Assurer une convergence des politiques de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'évolution professionnelle ;
- Apporter aux entreprises une offre de service personnalisée et intégrée d'insertion professionnelle

Plus précisément sur les actions suivantes :

- Sa fonction centre de ressources qui recouvre un centre de documentation, une cyber-base et un point relais « accueil, information, orientation et accompagnement ». Ces services disposent d'informations, de permanences de partenaires, d'ateliers d'échanges avec les demandeurs d'emplois, d'outils informatiques avec des ateliers d'initiation.
- Le PLIE (Plan Local d'Insertion à l'Emploi) : outil d'harmonisation des initiatives développées en faveur de l'insertion et de la prévention de l'exclusion des publics en difficultés, dans le cadre d'un contrat d'objectifs concerté et pluriannuel.
Il est axé sur trois grands pôles : La Structure d'Animation et de Gestion du PLIE comprenant des animations internes, des animations externes et l'accompagnement des bénéficiaires PLIE par des Conseillers en Insertion professionnelle (CIP).
Les animations internes se traduisent par des visites d'entreprises, l'événement tapis rouge (journée autour d'ateliers sur l'importance de l'image dans le décrochage d'un emploi lors d'un entretien d'embauche), atelier de rédaction de CV, interventions d'employeurs, ateliers sur les bulletins de paies et contrats de travail...
Les animations externes sur des projets portés par des intervenants extérieurs comme la valorisation de parcours professionnels de salariés en insertion, la mise en situation d'emploi pour des travailleurs handicapés, des actions sur l'estime de soi, la confiance en soi, des ateliers de préparation à l'accès à l'entreprise, des tests de capacité, la préparation au permis de conduire pour public en difficulté...

La Ville d'Auxerre souhaite verser à la Maison de l'Emploi et de la Formation d'Auxerre, une subvention à hauteur de 50 118€ pour les actions précédemment exposées.

La délibération n°2023-035 en date du 30 mars 2023 avait autorisé le versement d'un acompte d'un montant de 30 000 euros à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois par la Ville d'Auxerre.

Il est proposé de verser à la Maison de l'Emploi et de la Formation le montant de 10 094,40€ correspondant au complément d'acompte à verser.

Le solde de la subvention soit 20% représentant 10 023.60€ seront versés dès lors que les objectifs fixés par ledit avenant auront été accomplis.

Selon le tableau suivant :

Collectivité	Montant 2023	Acompte déjà versé	80% de la subvention	Complément acompte 80% à verser
Ville d'Auxerre	50 118€	30 000€	40 094.40€	10 094,40€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le versement d'une subvention d'un montant total de 10 094,40€ à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois ;
- D'autoriser après accomplissement des objectifs fixés par ledit avenant à la convention de partenariat entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois, le versement de la somme de 10 023,60€ représentant le solde de la subvention pour l'année 2023 ;
- D'autoriser le Maire à signer l'avenant à la convention de partenariat entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 de la politique de la ville.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Laurent PONROY demande à Isabelle POIFOL-FERREIRA si elle sera présente à la réunion du 17 novembre organisée avec tous les co-financeurs pour représenter au titre de la Région.

Isabelle POIFOL-FERREIRA répond que la Région ne sera pas représentée et qu'elle ne souhaite pas faire partie de la gouvernance.

Emmanuelle MIREDDIN indique qu'il ne s'agit pas de la gouvernance et que l'objectif de cette réunion est de faire un tour de table des financeurs de la Maison de l'Emploi et de trouver des solutions par rapport aux subventions versées avec un an ou deux de retard par les collectivités.

Elle ajoute que cela met la structure en difficulté au niveau de sa trésorerie malgré une très bonne gestion.

Isabelle POIFOL-FERREIRA indique que ce sujet la préoccupe et qu'elle ne sera pas présente parce qu'elle est prise par d'autres obligations au titre de sa délégation régionale pour la culture et le patrimoine.

Elle demande à recevoir le procès-verbal de cette réunion afin qu'elle dispose des éléments pour en rediscuter plus tard.

Emmanuelle MIREDIN rappelle qu'il faudrait simplement faire en sorte d'accélérer les délais de versement des subventions pour éviter des difficultés financières.

Isabelle POIFOL-FERREIRA répond qu'ils pourront compter sur elle pour cela.

N° 2023-140

Objet : Suspension du repos dominical et dérogations accordés pour les commerces de détail et automobile - Exercice 2024

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron », laisse au Maire la possibilité d'accorder des dérogations au repos dominical aux commerces de détail qui emploient des salariés.

Le nombre des dimanches concernés ne peut excéder 12 par an. A noter que certaines catégories de commerces employant des salariés peuvent ouvrir tous les dimanches sans autorisation préalable, en raison de leurs contraintes de production ou parce qu'ils assurent une continuité de la vie économique et sociale. Sont notamment concernés les hôtels, cafés, restaurants, magasins de détail de meubles et de bricolages, fleuristes ... (liste non exhaustive).

Les possibilités de dérogations à l'initiative du Maire sont encadrées par la législation qui prévoit une concertation préalable en amont. L'article R.3123-21 du Code du travail impose une consultation des organisations d'employeurs et de salariés et la loi Macron invite le Maire à solliciter l'avis du Conseil Municipal voire du Conseil Communautaire dans le cas où le nombre de dérogations excéderait 5 dimanches.

Chaque salarié ainsi privé du repos du dimanche bénéficie d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Le repos compensateur doit être accordé, soit collectivement, soit par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou suit la suspension du repos.

A l'issue d'une concertation en ligne pour les commerçants et d'une consultation effectuée auprès des organisations d'employeurs et de salariés le 26 septembre 2023, 9 dates de dérogations annuelles ont obtenu un consensus pour l'année 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'émettre un avis favorable concernant les possibilités de dérogations au repos dominical accordées par le Maire, conformément à la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- De se positionner en faveur de 9 dates de dérogations annuelles en ce qui concerne l'année 2024 pour les commerces de la ville, toutes branches d'activités confondues hors les professionnels de l'automobile :
 - > le dimanche 14 janvier 2024 (1er dimanche des soldes d'hiver)
 - > le dimanche 30 juin 2024 (1er dimanche des soldes d'été)
 - > le dimanche 10 novembre 2024 (Foire Saint-Martin)
 - > le dimanche 24 novembre 2024
 - > le dimanche 01 décembre 2024
 - > le dimanche 08 décembre 2024

- > le dimanche 15 décembre 2024
- > le dimanche 22 décembre 2024
- > le dimanche 29 décembre 2024

- De se positionner en faveur du maintien des 5 dates de dérogations annuelles en ce qui concerne l'année 2024 pour les professionnels de l'automobile :

- > le dimanche 14 janvier 2024
- > le dimanche 17 mars 2024
- > le dimanche 16 juin 2024
- > le dimanche 15 septembre 2024
- > le dimanche 13 octobre 2024

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- abstentions : 1 Julien JOUVET
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-141

Objet : Rapport égalité femmes hommes - Exercice 2023

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a adopté plusieurs mesures visant à mettre en œuvre le principe de parité consacré dans la Constitution française.

Ainsi, les collectivités territoriales et leurs établissements publics de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, doivent, par l'intermédiaire de leur exécutif, présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport est basé sur les effectifs permanents au 31 décembre 2022.

La répartition des agents est la suivante :

Catégorie		Femmes	Hommes	Total
Catégorie A	Titulaire	21	14	35
	Contractuel permanent	14	7	21
	Total	35	21	56
Catégorie B	Titulaire	40	9	
	Contractuel permanent	13	16	29
	Total	53	25	78
Catégorie C	Titulaire	196	69	265
	Contractuel permanent	1	1	2
	Total	197	70	267

Total	Titulaire	257	92	349
	Contractuel permanent	28	24	52
	Total	285	116	401

1. Taux de féminisation

En 2022, à la ville d'Auxerre, le taux de féminisation pour l'ensemble des agents permanents est de 71 %. Les femmes représentent 74 % des effectifs permanents titulaires/stagiaires et 54 % des effectifs permanents contractuels.

83 % des agents recrutés sur emplois non permanents sont des femmes.

2. Répartition H/F par filières et statut

Il faut noter une très forte représentation des femmes au sein des filières sociale et médico-sociale (100%), administrative (87%), animation (82%), culturelle (65 %). En revanche, au sein des filières sportive et police, les femmes sont sous-représentées (respectivement 20 % et 11 %).

Ces chiffres sont assez stables par rapport à l'année précédente, hormis une légère progression sur la filière animation qui se féminise davantage.

3 . Répartition H/F selon la catégorie hiérarchique

A la ville d'Auxerre, 63 % des agents permanents de catégorie A sont des femmes (60 % au niveau national), elles représentent 69 % de la catégorie B (64 % au national) et 74 % de la catégorie C (60 % au niveau national). On note une hausse du pourcentage en cat B par rapport à l'année précédente. Leur part était de 59 % sur cette catégorie précédemment.

4. Postes à responsabilité

Sur l'ensemble des niveaux d'encadrement, le taux de féminisation est de 69 %, ce qui est très proche du taux de féminisation global. Le taux de féminisation pour les postes de direction est de 33 %. Il convient de rappeler que l'organisation des services est mutualisée avec la Communauté d'agglomération, de fait, le nombre de postes de direction est assez faible à la ville et n'est pas représentatif du fonctionnement de l'institution mutualisée.

Sur le niveau responsable de service, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (61 % des postes). Cependant, l'effectif global étant à 71 % féminin, la proportion de postes de responsables occupés par les femmes est inférieure à leur part dans les effectifs. Les femmes constituent 87 % de l'effectif en filière administrative, pour autant les postes de responsables de service sont à 50 % occupés par des femmes.

En filière culturelle, elles représentent 65 % de l'effectif mais occupent 75 % des postes de responsables de service.

Aucun responsable de service de la filière technique n'est une femme alors que les femmes représentent 56 % de l'effectif total de cette filière.

Sur les postes d'encadrement de proximité, les femmes représentent 76 % de l'effectif, soit une part légèrement supérieure à l'effectif global des agents de la collectivité.

5. Le déroulement de carrière

76% des avancements de grade ont concerné des femmes, ce qui est supérieur à leur présence dans la

collectivité (71 % de l'effectif titulaire est féminin). Le ratio d'avancements de grades rapporté à l'effectif est identique pour les femmes et les hommes (7%).

6. Le temps de travail

Pour rappel, en fonction des cadres d'emploi, il existe différentes durées hebdomadaires de référence, à savoir 35 heures pour la majorité des cas, 20 heures ou 16 heures pour certains cadres d'emploi de la filière culturelle.

Les conditions d'activité des emplois permanents :

- à temps complet : l'activité à temps plein, l'activité à temps partiel (choisi ou de droit) selon une quotité de travail comprise entre 50 % et 90 % du temps hebdomadaire de référence,
- à temps non-complet : il s'agit des emplois créés pour une durée inférieure à la durée hebdomadaire de référence.

A la ville d'Auxerre, 12 % des femmes fonctionnaires travaillent à temps partiel alors qu'aucun homme n'est à temps partiel. Parmi les contractuels sur emplois permanents, 2 hommes sont à temps partiel soit 14 % de l'effectif masculin ainsi que 2 femmes soit l'effectif féminin, soit 8% des femmes contractuelles sur emploi permanent à temps complet.

Globalement, la part des femmes agents permanents à temps partiel est de 12% et celle des hommes est de 2%.

78 % des postes à temps non complet de fonctionnaires sont occupés par des femmes.

Parmi les femmes, 19 % sont sur des postes à temps non complet tandis que les hommes sont pour 13% d'entre eux sur ces postes.

La part des temps non complets est particulièrement forte pour les femmes en filière technique. 46 % des postes du cadre d'emploi des adjoints techniques sont à temps non complet. Les femmes qui représentent 46 % de l'effectif de ce cadre d'emploi sont pour la moitié d'entre elles sur un poste à temps non complet. Ainsi, 97 % des postes d'adjoints techniques à temps non complet sont occupés par des femmes.

Les autres filières concernées par le travail à temps non complet sont notamment la filière culturelle (notamment les enseignants du Conservatoire) et la filière animation.

Les postes d'enseignants étant occupés à part égale par les hommes et les femmes, les femmes sont légèrement moins nombreuses à occuper des postes à temps non complet (45%).

7. La rémunération

La rémunération est un élément de la situation statutaire et réglementaire de l'agent ; elle est donc essentiellement déterminée en fonction de son statut, qui établit des règles communes à tous les agents placés dans la même situation.

Les éléments obligatoires (traitement indiciaire brut, indemnité de résidence, Supplément Familial de Traitement) sont calculés de façon identique quelle que soit la fonction publique d'appartenance.

Le régime indemnitaire, est fixé par l'assemblée délibérante, dans la limite de celui dont bénéficient les différents services de l'Etat. A la Ville d'Auxerre le régime indemnitaire varie en fonction des grades, métiers et responsabilités.

Enfin, les conditions d'attribution d'une Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) aux fonctionnaires territoriaux sont déterminées par des dispositions qui leur sont spécifiques.

A la ville d'Auxerre, pour les titulaires, dans la filière administrative, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure à celle des femmes de 2.2 % en catégorie A, de 24 % en catégorie B et 1.8 % en catégorie C. Au global sur la filière administrative, l'écart de rémunération est de 25.6 % en défaveur des femmes.

Dans la filière technique, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure 2.5 % à celle des femmes en catégorie B et de 13.4 % en catégorie C. Au global, l'écart de rémunération est de 17% en défaveur des femmes.

Sur la filière culturelle, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure à celle des femmes de 3.4% en catégorie A, elle est inférieure de 12.2 % en catégorie B, et supérieure de 7 % en catégorie C. Au global sur la filière culturelle, l'écart de rémunération est de 14 % en défaveur des femmes.

8. Le plan d'action égalité hommes /femmes

Par délibération n° 2021-032 du 25 mars 2021, le Conseil Municipal a adopté le plan d'action égalité hommes femmes pour la Ville d'Auxerre.

Il comporte plusieurs axes :

- La lutte contre les violences sexuelles et sexistes
- La veille sur l'égalité des rémunérations et des carrières
- La sensibilisation des encadrants et agents en matière d'égalité professionnelle
- La sécurisation des procédures de recrutement en termes de discrimination
- La recherche d'équilibre par sexe dans les recrutements
- L'élaboration d'une charte des temps
- La prise en compte de l'égalité professionnelle lors de la mise en place du télétravail

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'exercice 2023.
-

N° 2023-142

Objet : Régime indemnitaire du personnel - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La délibération n° 2022-065 en date du 19 mai 2022 avait actualisé le régime indemnitaire des agents municipaux.

Le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville d'Auxerre a été mis en place par délibération n°2004-250 du 16 décembre 2004, puis actualisé par délibérations n°2005-382 du 15 décembre 2005, n°2007-76 du 31 mai 2007, n°2007-208 du 20 décembre 2007, puis plus récemment par les délibérations n°2012-157 du 20 décembre 2012, n°2013-056 du 20 juin 2013, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2016-137 du 27 octobre 2016 et n°2017-165 du 21 décembre 2017, 2018-080 du 21 juin 2018, 2018-110 du 27 septembre 2018, 2018-163 du 18 décembre 2018, 2019-163 du 19 décembre 2019, 2020-158 du 17 décembre 2020, n°2021-056 du 20 mai 2021, n°2021-142 du 7 octobre 2021, n°2022-165 du 19 mai 2022.

Vu le code général de la fonction publique, notamment son titre 1er, chapitre 1er, chapitres II, III, IV,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État,

Le régime indemnitaire est versé selon les conditions définies en comité technique. Le comité technique a été consulté en date du 27 octobre 2017, du 6 décembre 2017, du 29 mai 2018, du 13 septembre 2018, du 22 novembre 2018, du 21 novembre et du 28 novembre 2019, le 20 novembre 2020, le 27 novembre 2020 et le 4 décembre 2020, 12 mars 2021, 9 mai 2022.

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, le régime indemnitaire est attribué :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant des articles L 332-8 à L332-14 du code général de la fonction publique et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Conformément au code général de la fonction publique, titre 1er, chapitre 4, section 3, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de L'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de L'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de L'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Article 1

I Le RIFSEEP

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime de

responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

CADRE GÉNÉRAL DU RIFSEEP

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Le régime indemnitaire versé au titre de l'IFSE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'IFSE

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions,
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent,
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des attachés et des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA/Directeur	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Encadrant	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Sans encadrement	25 500	14 320	4 500

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emploi des puéricultrices, cadres territoriaux de santé paramédicaux, et des infirmiers en soins généraux

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé infirmier et des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives :

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	25 500	4 500
Groupe 2	Sans encadrant	20 400	3 600

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des conservateurs du patrimoine

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est pris en référence pour les conservateurs du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	DGS/DGA	46 920	25 810	8280
Groupe 2	Directeur	40 290	22 160	7110
Groupe 3	Chef de service	34 450	18 950	6080
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	31 450	17 298	5550

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Directeur	34 000	6000
Groupe 2	Chef de service	31 450	5550

Groupe 3	Coordo-chef spécialisé-sans encadrement	équipe-cadre	29 750	5250
----------	--	--------------	--------	------

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	16 720	2280
Groupe 2	Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	de Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1440

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	14 000	1 680
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	13 500	1 620
Groupe 3	Sans encadrement	13 000	1 560

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des techniciens :

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	9 000	5 510	1230
Groupe 2	Sans encadrement	8 010	4 860	1090

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

II Les autres régimes indemnitaires

Cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique

- **l'indemnité de suivi et d'orientation** des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe et de la part variable mensuelle est versée selon les montants définis en annexe 1.

Le montant de la part modulable annuel sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois et en cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- l'indemnité horaire d'enseignement dans les conditions prévues par le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des chefs de service de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 au taux moyen de 22 % du traitement brut indiciaire.

- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002. Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des agents de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des agents de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 aux taux moyens suivants :

- Gardien brigadier-chef principal : 20 % du traitement indiciaire brut
- Gardien brigadier : 20 % du traitement indiciaire brut

- une indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions définies par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002

Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Hors filière

Les agents n'appartenant pas à un cadre d'emplois font l'objet d'un arrêté municipal fixant le régime indemnitaire en référence au grade équivalent à leurs missions.

Prise en compte de l'absentéisme

Pour les primes définies à l'article 1, conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2

Article 2 : le CIA et les primes de résultat liées à la façon de servir

- Cadre général

Ces primes sont liées à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elles sont versées dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci dessous
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies en CTP

- Dispositif d'abattement du CIA et des primes liées à la façon de servir lié à l'absentéisme

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 7^{ème} jour d'absence
- 50 % du 8^{ème} au 28^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

- Modalités de versement :

Les CIA et les primes de résultat font l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et ne seront pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la communauté de l'auxerrois à la ville d'Auxerre à la communauté de l'auxerrois.

Article 3

Le maire fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel municipal et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté municipal au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois. Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

Conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6 : les sujétions métiers

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maxima fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :

- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.

- du métier exercé : annexe 3 . cette prime est versée aux agents de catégorie C

- de la gestion d'une régie : la prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes. (annexe 4)

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition : (annexe 5) . Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé. Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Il convient d'étendre le versement de cette prime entretien des tenues aux agents non titulaires recrutés sur des emplois non permanents. Cette prime est versée dès lors que l'agent est équipé d'une tenue nécessitant un entretien particulier (métiers annexe 5) et au prorata des heures travaillées.

Pour les agents mensualisés la prime est versée au mois le mois.

Pour les agents payés avec un mois de décalage, la première partie de la prime est versée avec les heures du mois du contrat du mois M. Le complément de la prime sera versée en rappel avec les heures du mois M payés en M+1.

Les saisonniers qui travaillent l'été ne peuvent prétendre au versement de cette prime.

Par ailleurs un abattement de la prime d'entretien des tenues sera effectué lorsque l'agent est en autorisation spéciale d'absence COVID plus de 5 jours sur le mois. L'abattement est réalisé en trentième.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel.

Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Le complément de rémunération est versé au mois de novembre au prorata du temps de travail :

- à tous les agents titulaires et non titulaires recrutés sur des emplois permanents (sauf les collaborateurs de cabinet). Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.

- à tous les agents non titulaires de droit public en activité recrutés sur des emplois non permanents à condition qu'ils effectuent au moins 10 heures de travail hebdomadaires ou 520 heures de travail annuelles.

Son montant individuel, porté à 946.65 euros bruts, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique de l'année N-1.

Article 9 : Les indemnités d'astreinte

Conformément à la délibération n° 2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n° 2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156, n°2021-028, les indemnités d'astreinte sont maintenues.

Article 10

Sont maintenues les autres primes liées à des fonctions particulières telles que les indemnités de jurys d'examen ou concours.

Article 11

La liste des emplois ouvrant droit au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est annexée à la présente délibération (Annexe 6)

Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Sont considérées comme heures supplémentaires, les heures de travail effectuées par un agent à la demande de son chef de service en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le cycle de travail est la période de référence sur la base de laquelle est organisé le travail. Le cycle est défini par service ou par fonction. La durée du cycle peut aller de la semaine à l'année de façon à ce que la durée du travail soit de 35 heures hebdomadaires sur l'année.

Seul le temps de travail effectif est pris en compte pour le calcul des heures supplémentaires, les sujétions ne sont pas comptabilisées.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président. La liste des métiers ouvrant droit au paiement des heures supplémentaires est annexée à la présente délibération. Annexe 6.

Des sujétions de temps de travail peuvent être rémunérées, selon le barème suivant :

- Le travail le dimanche : 1 heure travaillée est comptée pour 1h 30 de temps de travail effectif
- La nuit en semaine entre 22 h et 7 : 1 heure travaillée est comptée pour 1h15 de travail effectif.
- La nuit du samedi au dimanche entre 22h et 7h : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de temps de travail effectif.
- Les jours fériés : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de travail effectif le samedi et le dimanche et pour 2h les lundi, mardi, mercredi jeudi et vendredi

Annexe 1 : régime indemnitaire lié au grade

Annexe 2 : primes liées aux niveaux de responsabilité

Annexe 3 : primes liées au métier

Annexe 4 : primes liées aux régies

Annexe 5 : primes liées à l'entretien des tenues

Annexe 6 : liste des emplois ouvrant droit a

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-065 portant actualisation du régime indemnitaire,
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire telle que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande quel est l'avis du comité social territorial parce qu'il n'est pas indiqué dans la délibération.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il a émis un avis est favorable.

N° 2023-143

Objet : Prime de pouvoir d'achat - Modalités de versement

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 a porté création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents de la fonction publique territoriale.

Pour être éligibles à la prime, les agents doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute ne dépassant pas 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3.250 euros en moyenne par mois), sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

La prime prévue est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023. Chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers. Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La collectivité a décidé de verser une prime de 300 euros bruts pour tout agent dont la rémunération brute ne dépasse pas 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023. Le montant de la prime sera proratisé en fonction de la quotité de temps de travail de la période de référence.

La prime sera versée en une seule fois sur la paie du mois de décembre 2023.

Le comité social territorial a été consulté le 6 novembre 2023 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le versement de la prime inflation tel que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- | | |
|-----------------------------|---------------------|
| - voix pour | : 38 |
| - voix contre | : 0 |
| - abstentions | : 0 |
| - n'a pas pris part au vote | : 0 |
| - absents lors du vote | : 1 Philippe RADET. |

N° 2023-144

Objet : Tableau de l'effectif réglementaire - Modification

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :

Postes	GRADE	CATEGORIE	Création TC	Création TNC
Responsable sce Petite enfance	Attaché	A	1	
Apprentis			2	
Enseignant-e	ATEA ppal 2è	B		1
Enseignant-e	PEA	A	1	
Responsable structure petite enfance	Puéricultrice	A	1	

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. La rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 6 novembre 2023 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-145

Objet : Modalités de remboursement des frais de déplacement des agents municipaux - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Par délibérations n°2019-118 du 3 octobre 2019, et n° 2020-098 du 24 septembre 2020, le conseil municipal a fixé les modalités de remboursement des frais de déplacement.

Suite à la modification de l'arrêté ministériel fixant les taux de prise en charge, il convient d'actualiser les modalités applicables à la Ville d'Auxerre.

Les personnels territoriaux peuvent être amenés à se déplacer pour des besoins de service hors de leur résidence administrative et hors de leur résidence familiale à l'occasion d'une mission, d'une formation, d'un concours, d'une préparation à concours, d'une tournée ou d'un intérim ou de rendez-vous médicaux obligatoires. Dans ce cas, ils peuvent prétendre au remboursement de leurs frais.

Les frais occasionnés par les déplacements sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué. Les frais de déplacement sont dus dès lors qu'ils sont engagés conformément aux dispositions des décrets applicables et dès lors que le remboursement est autorisé.

Les règles applicables sont, pour l'essentiel, les règles applicables aux personnels de l'Etat auxquels renvoie le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001. Le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 est venu modifier le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Il est rappelé qu'est considéré comme un agent en mission, l'agent en service qui, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze mois, se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Un agent en stage est celui qui suit une action de formation initiale ou qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle.

L'ordre de mission est l'acte par lequel la collectivité autorise l'agent à effectuer un déplacement, pendant son service. Cette autorisation permet à l'agent de bénéficier du remboursement des coûts générés par le déplacement.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

Les modalités de remboursement des frais de déplacement ont été présentées au CTP du 13 mars 2020.

Il est proposé d'actualiser les modalités particulières de règlement des frais occasionnés par les déplacements du personnel de la façon suivante :

1. LES DEPLACEMENTS POUR LES BESOINS DU SERVICE

Compte tenu des engagements de la collectivité dans la démarche de développement durable qui passe notamment par la réduction des gaz à effets de serre émis dans le cadre des déplacements professionnels, les déplacements pour les besoins du service se font par ordre de priorité :

- par l'utilisation des transports en commun ou modes de déplacements doux,
- par recours au covoiturage.
- par l'utilisation des véhicules de service,

Toutefois, sur autorisation de l'autorité territoriale un agent peut être autorisé à utiliser son véhicule personnel lorsque l'intérêt du service le justifie.

Lorsque l'agent utilise son véhicule personnel, il doit avoir souscrit une extension d'assurance couvrant de manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages éventuellement occasionnés lors de l'activité professionnelle. Cette obligation, bien qu'occasionnant une dépense supplémentaire, ne peut être prise en charge par la collectivité. Il en va de même pour les impôts et taxes acquittés par l'agent pour son véhicule.

Seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission.

A l'intérieur de la résidence administrative, les frais d'utilisation du véhicule personnel pour des déplacements professionnels seront remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par arrêté ministériel calculées sur la base de la distance séparant la résidence administrative des autres lieux d'activité.

Hors de la résidence administrative, ces frais seront remboursés au forfait SNCF sur la base des kilomètres théoriques séparant la résidence administrative du lieu de déplacement.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un moyen de transports en commun, le remboursement interviendra sur production des titres de transport.

En cas de recours à un système de covoiturage organisé, le remboursement s'effectue sur la base de la dépense réellement engagée par l'agent utilisateur et sur production d'un justificatif de paiement.

2. LES TAUX DES FRAIS DE REPAS ET DES FRAIS D'HEBERGEMENT

L'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux d'indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Cet arrêté prévoit :

- un remboursement forfaitaire de 20 € par repas.
- un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement à raison de 90 euros. La nuitée dans les grandes villes (communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris sera remboursée à hauteur de 120 euros, et 140 euros pour la nuitée dans la commune de Paris.

Les repas susceptibles d'être remboursés doivent impérativement être pris entre 11h et 14h ou entre 18h et 21h.

Le paiement de ces indemnités interviendra sur présentation de justificatifs de dépenses.

3. LES TAUX DE L'INDEMNITE DE STAGE

L'assemblée territoriale indique que les frais de transport sont pris en charge selon les mêmes modalités que les frais de déplacement traditionnels ; toutefois, dans l'éventualité où l'organisme de formation assurerait un remboursement même partiel des frais de déplacement, un remboursement complémentaire de la part de la collectivité ne pourra être effectué.

4. LES FRAIS DE DEPLACEMENT LIES A UN CONCOURS OU A UN EXAMEN PROFESSIONNEL

L'agent peut prétendre au remboursement des seuls frais de transport lorsqu'il est appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel de la fonction publique territoriale hors de la résidence administrative et familiale. Les frais de transport peuvent être remboursés dans la limite d'un aller-retour par année civile.

Pour les concours, deux déplacements peuvent s'avérer nécessaires pour une même opération, un premier déplacement pour les épreuves d'admissibilité puis un deuxième déplacement si l'agent est autorisé à participer aux épreuves d'admission au concours. Les collectivités locales peuvent prendre en charge les frais de transport résultant de ces deux déplacements. Lorsque les épreuves d'admission et d'admissibilité d'un concours se déroulent sur deux années, le concours constituerait une opération rattachée à la première année.

Il est proposé de retenir ce principe étant précisé que, en toute hypothèse un même agent bénéficiera de la prise en charge d'une seule opération (concours ou examen) par année civile.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2020-098 portant actualisation de remboursement des frais de déplacement,
- D'autoriser le remboursement des frais de déplacement tel que décrit dans la présente délibération à compter de novembre 2023,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande si ce dispositif est également applicable aux agents du Cabinet du Maire.

Crescent MARAULT répond qu'il concerne tous les agents et que les agents du Cabinet sont des agents comme les autres.

N° 2023-146

Objet : Modalités de remboursement des frais de déplacement des élus municipaux - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La délibération n°2022-040 en date du 31 mars 2022 a défini les modalités de remboursement des frais de déplacement.

L'arrêté du 20 septembre 2023 a modifié l'arrêté du 3 juillet 2006 qui fixe le taux des indemnités de mission. Il convient d'actualiser les montants des remboursements.

Selon l'article L. 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales, les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la commune, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci.

Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transports et de séjour lorsqu'ils suivent des formations, dans le cadre prévu par la délibération n° 2020-124 en date du 16 novembre 2020.

Les élus municipaux peuvent également prétendre, conformément à l'article L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales, au remboursement de frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial. Dans le cadre du mandat spécial, une délibération est prise afin de permettre le remboursement des frais.

Les règles applicables sont, pour l'essentiel, les règles applicables aux personnels de l'Etat auxquels renvoie le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001. Le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 est venu modifier le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Ainsi, les remboursements s'effectuent selon les principes suivants :

Seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission et une délibération dans le cadre du mandat spécial.

A l'intérieur de la résidence administrative, les frais d'utilisation du véhicule personnel pour des déplacements professionnels seront remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par arrêté ministériel calculées sur la base de la distance séparant la résidence administrative des autres lieux d'activité.

Hors de la résidence administrative, ces frais seront remboursés au forfait SNCF sur la base des kilomètres théoriques séparant la résidence administrative du lieu de déplacement.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un moyen de transports en commun, le remboursement interviendra sur production des titres de transport.

En cas de recours à un système de covoiturage organisé, le remboursement s'effectue sur la base de la dépense réellement engagée par l'élu utilisateur et sur production d'un justificatif de paiement.

Pour la fonction publique d'Etat un arrêté ministériel du 3 juillet 2006 modifié fixe les taux forfaitaires de prise en charge.

Cet arrêté prévoit :

- un remboursement forfaitaire de 20 € par repas.
- un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement à raison de 90 euros. La nuitée dans les grandes villes (communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris sera remboursée à hauteur de 120 euros, et 140 euros pour la nuitée dans la commune de Paris.

Les repas susceptibles d'être remboursés doivent impérativement être pris entre 11h et 14h ou entre 18h et 21h.

Le paiement de ces indemnités interviendra sur présentation de justificatifs de dépenses.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-040 portant modalités de remboursement des frais de déplacement des élus,
- D'autoriser le remboursement des frais de déplacement tel que décrit dans la présente délibération à compter de novembre 2023,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-147

Objet : Astreintes - Actualisation du dispositif

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Les astreintes ont été mises en place par la délibération n°2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2021-028 du 25 mars 2021.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il convient d'étendre le dispositif d'astreinte aux services de la direction de la cohésion sociale et du temps de l'enfant.

Le dispositif d'astreinte permet, à tout moment, de pouvoir répondre à des sollicitations de nature à justifier une intervention de l'administration de la ville d'Auxerre ou de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois en dehors des horaires habituels d'ouverture des bureaux.

Concernant la petite enfance, une astreinte est mise en place le dimanche. Elle concerne, à tour de rôle, les responsables des structures petites enfance.

Lors de l'astreinte, ils sont chargés de :

- réceptionner les appels des agents qui pourraient être absents le lundi,
- d'actualiser le suivi du planning en fonction des absences,
- de contacter d'autres agents pour réaliser les remplacements

Cette astreinte vise donc à garantir l'ouverture des structures petite enfance dans le respect des taux d'encadrement.

Pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire, l'astreinte est mise en place suite à la déclaration des directrices comme référentes pour assurer la coordination des accueils déclarés en multi-sites. Pour être en conformité avec la réglementation elles devaient être joignables sur l'ensemble des accueils périscolaires. Elles sont équipées de téléphones mobiles pour être joignables.

Pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire, l'astreinte concerne les directeurs/trices des centres de loisirs de 11h30 à 14h00 et le/la responsable du service CLAP sera d'astreinte de 7h00 à 9h00. Ces astreintes ont lieu les lundis, mardis, jeudis et vendredis pendant les périodes scolaires.

Cette astreinte permet de répondre à l'obligation légale.

Les agents qui exercent l'astreinte décisionnelle bénéficient d'une indemnité d'un montant brut fixé par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale. Les montants sont fixés par les arrêtés ministériels du 14 avril 2015 et du 3 novembre 2015. En cas d'évolution réglementaire de ces montants, la collectivité appliquera les nouveaux montants définis.

L'extension du dispositif des astreintes a été présenté au comité social territorial le 06 novembre 2023.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les modalités d'organisation de l'astreinte comme indiquées ci-dessus,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande quel est l'avis du comité social territorial parce qu'il n'est pas indiqué dans la délibération.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il a émis un avis est favorable.

N° 2023-148

Objet : Règlement intérieur des instances communales - Actualisation

Rapporteur : Crescent MARAULT

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le règlement intérieur du Conseil municipal a été adopté par délibération n°2020-164 en date du 17 décembre 2020.

Toutefois et en accord avec l'article 36 dudit règlement intérieur, « le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un quart des membres en exercice de l'assemblée communale ».

Ainsi, il est proposé par le Maire de la Ville d'Auxerre de modifier l'article 35 relatif à la modulation des indemnités des élus.

De sorte qu'il dispose désormais que « *Les indemnités de fonction que le conseil municipal alloue à ses membres sont modulées en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. Les instances concernées sont : le conseil municipal, la municipalité, la commission d'appel d'offres, la commission consultative des services publics locaux et les commissions de délégation de service public. Les absences sont calculées par trimestre. A partir de 2 absences dans le même trimestre, une réfaction de 10 % sera calculée sur la prochaine indemnité mensuelle. 20 % pour 3 absences. 30 % pour 4. Et ainsi de suite. Les élus présents mais arrivés avec plus de 30 minutes de retard par rapport à*

l'horaire de la convocation seront considérés comme absents. Les absences justifiées par une autre convocation au sein d'une instance où l'élu représente la commune (conseils d'école, associations ou établissements publics dont la commune est membre...), ne sont pas prises en compte pour le calcul de la réfaction. Il en est de même des absences justifiées d'un arrêt médical. »

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la version modifiée du règlement intérieur du Conseil Municipal annexée à la présente délibération et d'abroger la délibération n°2020-164 portant approbation du précédent règlement intérieur du conseil municipal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Bruno MARMAGNE demande si des déclarations sur l'honneur pourraient être prises en compte pour ceux qui ne disposent pas de médecin traitant.

Crescent MARAULT répond que cela n'est pas possible.

Isabelle POIFOL-FERREIRA demande ce qui est prévu pour les élus qui ne viennent jamais au conseil municipal.

Crescent MARAULT répond que certains siègent au conseil municipal et ne vont pas aux commissions

Mathieu DEBAIN fait remarquer qu'il n'a jamais vu Ruscain NDOMBASI siéger au conseil municipal.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il était présent lors des conseils qui se tenaient en visioconférence pendant le COVID.

N° 2023-149

Objet : Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Numéro	Date	Objet
--------	------	-------

2023-DIEPP-032	02/11/23	Portant demande de financement pour la réalisation d'une fouille archéologique préventive – travaux d'aménagement de la place du Maréchal Leclerc à Auxerre auprès du ministère de la culture au titre du FNAP à hauteur de 241 607,62 € sur un montant total de 483 215,25 €.
2023-DF-026	04/09/23	Portant réalisation d'un prêt d'un montant de 1 481 577 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de l'opération de réhabilitation thermique du Centre Vaulabelle sur une durée de 25 ans, au taux de 0,40 %, amortissement prioritaire, périodicité trimestrielle et commission d'instruction à 0,06 % du montant du prêt.
2023-DF-027	28/09/23	Portant tarification de l'adhésion aux accueils collectifs de mineurs au sein des espaces d'accueil et d'animation de la ville d'Auxerre au prix de 5 euros annuels.
2023-DRJH-006	19/09/23	Portant acceptation d'un don de 4 ouvrages de la ville de Gien.

Conventions :

Numéro	Date	Objet
2023-293	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde et du groupe scolaire de Laborde avec l'association Patronage Laïque Paul Bert pendant les vacances scolaires du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024 pour l'organisation d'activités et d'animation à destination des enfants de 3 à 15 ans.
2023-294	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec le Comité des fêtes de Laborde et de la Tour Coulon pour organiser des animations pour le hameau du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-295	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec l'association Rallye Trompes au Cerf Roy pour organiser des cours de trompe de chasse du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-296	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec l'association Bien vivre à Laborde et à la Tour Coulon pour organiser des activités de gymnastique et de fitness du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-297	27-sept	Convention de mise à disposition de locaux avec le Club vert AAEP pour la mise à disposition de la salle de squash le 26 octobre 2023 au tarif de 40 €.
2023-298	27-sept	Convention de prestation de services avec Monsieur Jean-Claude MESLAINE pour la réalisation d'une exposition sur le thème des JO Paris 2024 à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour un montant de 1 200 € les 12

		séances du 22 septembre au 22 décembre 2023.
2023-299	27-sept	Convention de prestation de services avec Unis vers l'Art pour l'organisation d'activités "Soutenir et renforcer la fonction parentale sur le territoire" au sein de l'EAA La Confluence les 20/09, 18 et 25/10, 3 et 22/11 et 13/12 2023 pour un montant de 660 € les 6 séances.
2023-300	27-sept	Convention de mise à disposition de la salle omnisports du complexe sportif Serge Mesones les jeudis du 24 août 2023 au 5 juillet 2024 avec l'association AS Héry Basket, à titre gracieux.
2023-301	27-sept	Convention de prestation de service avec Dan Tian pour l'organisation de cours de Tai Chi au gymnase des Rosoires les 23 et 26 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-302	27-sept	Convention de prestation de service avec l'association PARKOUR Auxerre pour l'organisation d'activités sportives à l'EAA la Boussole le 23 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-303	27-sept	Convention de prestation de service avec l'association Patronage Laïque Paul Bert pour l'organisation d'activités sportives à l'EAA la Boussole du 23 au 27 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-304	27-sept	Convention de mise à disposition du stade des Brichères avec Envol Rive Droite les mercredis du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 pour l'organisation d'activités sportives à titre gracieux.
2023-305	27-sept	Convention de mise à disposition du gymnase Bienvenu Martin avec Empreintes les mardis du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 pour l'organisation d'activités sportives à titre gracieux.
2023-306	02-oct	Contrat de Cession de spectacle avec l'association BE ONE dans le cadre de l'animation musicale "Bal des coquins" organisé le 2 novembre 2023 à l'espace du Pôle Rive Droite pour un montant de 1000 €.
2023-307	02-oct	Contrat de prestation de services avec le Centre de gestion de l'Yonne pour du traitement d'archives pour un montant de 4 900 euros.
2023-308	04-oct	Convention de prestation de service avec GITE A COLIN pour l'organisation de l'action "Alors on cuisine" le 13 octobre 2023 à l'EAA La Boussole pour un montant de 300 €.
2023-309	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA l'Alliance avec la CAF de l'Yonne pour l'organisation d'une formation les 2 et 3 octobre 2023.
2023-310	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA l'Alliance avec la CAF de l'Yonne pour l'organisation d'un séminaire et d'un repas le 23 novembre 2023.

AUXERRE

2023-311	04-oct	Convention de mise à disposition des locaux de l'EAA la Boussole avec l'association UTR CFDT Maison des syndicats pour l'organisation de l'assemblée générale le 22 janvier 2024 pour un montant de 55 €.
2023-312	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA la Boussole avec l'association Ecole des Piedalloues pour l'organisation d'activités de lecture le 18 janvier 2024.
2023-313	04-oct	Convention de mise à disposition des locaux du conservatoire de musique et de danse à titre gracieux avec l'Association Compagnie Oiseau Lyre les 22/10, 18/11, 19/11 et 10/12 2023.
2023-314	04-oct	Convention de mise à disposition d'un intervenant du conservatoire de musique et de danse auprès de l'école des Clairions pour des activités artistiques au cours de l'année scolaire 2023/2024.
2023-315	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée agricole de La Brosse pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-316	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Albert Schweitzer pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-317	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Jean-Joseph Fourier pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-318	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée des métiers Vauban pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-319	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Jacques Amyot pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-320	05-oct	Convention portant occupation du domaine public pour la mise en place de repères de crues, échelles limnétiques et panneaux pédagogiques associés.
2023-321	09-oct	Convention avec l'académie de Dijon pour la mise à disposition d'intervenants extérieurs pour l'école Rive Droite pour l'organisation d'activités d'escalade, de jeux d'opposition, de vélos et de canoë kayak pendant l'année scolaire 2023/2024.

AUXERRE

2023-322	17-oct	Convention avec l'Association Mouv'Art pour mise à disposition de locaux à l'EAA la Confluence le 20/10/23 de 10h à 15h pour une assemblée générale au tarif de 55euros.
2023-323	17-oct	Convention avec l'association Repair Café pour la mise à disposition de locaux à l'EAA la confluence le 27/01/24; la Boussole le 31/08/24, les hauts d'Auxerre/la Ruche le 30/11/24 pour des ateliers réparation objets en panne ou cassés à titre gracieux.
2023-324	17-oct	Convention avec l'association Vivre l'Auxerrois à l'EAA l'Alliance le 12 octobre de 19h à 21h30 pour une réunion publique à titre gracieux.
2023-325	17-oct	Convention avec le lycée- collège St Joseph de mise à disposition des équipement et installations sportives durant la période scolaire du lundi au vendredi de 8h à 18h et le samedi de 8h à 12h au tarif de 13euros/heure pour les équipements sportifs couverts et de 7 euros/heure pour les équipements de plein air.
2023-326	26-oct	Convention de mise à disposition de locaux avec l'associations sportive du lycée agricole de Champs au stade nautique, le tarif horaire est fixé à 60 € par le nombre d'heures réservées.
2023-327	26-oct	Convention relative à l'utilisation du gymnase de l'Ogec Saint Joseph afin d'accueillir le HBCA les mardis de 18h à 21h et les vendredis de 18h30 à 21h30au tarif horaire de 16 euros.
2023-328	27-oct	Convention de mise à disposition d'un dispositif mobile des recueils des données pour les demandes de CNI avec la Préfecture.
2023-329	27-oct	Convention de partenariat avec l'AIDA pour une prestation publique le 21 novembre 2023 au foyer bar du théâtre.

Locations de salles :

NUMERO	SEPTEMBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2023-2584	2, 3	Particulier	241	Evènement familial	Salle de Laborde
2023-2586	2,3	Particulier	152	Evènement familial	Salle de Vaux
2023-2585	2, 3	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Chesnez
2023-2608	6, 29	Direction de la PJJ	101,53	Réunion	Passage Soufflot
2023-2611	8, 22, 29	Direction des Solidarités	66,25	Réunion	Passage Soufflot
2023-2588	9	Sté Fouilles archéologiques	23,54	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2587	9, 10	Particulier	227	Evènement familial	Salle de Rive droite
	9, 10	Association Handisport d'Auxerre		Réunion, gratuité association	Salle de St Siméon

AUXERRE

				conventionnée	
2023-2593	14	ADMD	10,6	Réunion	Passage Soufflot
2023-2594	15	PS fédération Yonne	20,25	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2592	15	Parti ouvrier	27,56	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2589	16,17	Particulier	227	Évènement familial	Salle de Rive droite
2023-2590	16, 17	Association Passerelle	55	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2591	16, 17	Particulier	152	Évènement familial	Salle de Vaux
2023-2609	18, 25	AVF	38,48	Cours de danses	Passage Soufflot
2023-2598	19	Particulier	24,38	Réunion	Passage Soufflot
2023-2610	20,27	Association Talentides	63,38	Cours de yoga	Passage Soufflot
2023-2599	21	Association Ateliers alternatifs Psyrates	32	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2023-2595	23, 24	Particulier	241	Évènement familial	Salle de Laborde
2023-2596	23, 24	Association Relais Enfants-Parents	85	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2597	23, 24	Particulier	152	Évènement familial	Salle de Vaux
2023-2604	26	Century 21	152	AG de copropriété	Passage Soufflot
2023-2605	28	Association départementale des Francas	25,65	Réunion	Passage Soufflot
2023-2606	28	LPO	22,6	Réunion	Passage Soufflot
	30	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
	30,1	Amicale des policiers auxerrois - à titre gracieux		Réunion	Salle des Piedalloues
2023-2600	30, 1	Particulier	241	Évènement familial	Salle de Laborde
2023-2602	30,1	Club de plongée	85	Réunions	Salle de St Siméon
2023-2601	30,1	Particulier	141	Évènement familial	Salle des Chesnez
2023-2603	30,1	Particulier	130	Évènement familial	Salle des Rosoirs

AUXERRE

2023-2607	mois	CNFPT	1 744,80	Formations	Maison Paul Bert
Total			4 612,02		

NUMERO	OCTOBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2023-2615	2,3, 4	CNFPT	199,73	Formations	Passage Soufflot
2023-2617	2	Square Habitat	18,55	AG de copropriété	Passage Soufflot
2023-	2,9,16,23,30	AVF		Cours de danses	Passage Soufflot
	3,10,17	IREPS BFC -à titre gracieux		Réunion	Passage Soufflot
	5,6,12,13,19,20,26,27	Formation sport 89 - à titre gracieux		Formations	Passage Soufflot
2023-2629	6,20	Direction des Solidarités	45,05	Réunion	Passage Soufflot
2023-2630	5,6,20	Association Ateliers alternatifs Psyrates	91,2	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2023-2612	7,8	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-2613	7,8	Association En Avant Auxerre	85	Réunion	Salle des Rosoires
2023-2614	7,8	Association Passerelle	55	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2616	7,8	Particulier	306	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2624	4,11	Association Photo club	38,93	Réunion	Soufflot+Maison Paul Bert
2023-2623	14	Monsieur Provence	47,08	Conférence	Maison Paul Bert
2023-2618	14,15	Particulier	241	Événement familial	Salle de Laborde
2023-2619	14,15	Particulier	227	Événement familial	Salle de Rive droite
2023-2621	14,15	Particulier	95	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-2620	14,15	Particulier	130	Événement	Salle des Rosoires

AUXERRE

				familial	
2023-2631	18	La gauche qui ne renonce pas	14,13	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2622	14,15	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2632	19	AVF	21,38	Réunion	Passage Soufflot
2023-2628	21,22	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2627	21,22	Particulier	130	Événement familial	Salle des Rosoirs
2023-2626	21,22	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-	24	Nexity		AG de copropriété	Passage Soufflot
	28	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
2023-2633	28,29	Particulier	130	Événement familial	Salle des Chesnez
2023-2634	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de Rive droite
'2023-2635	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
'2023-2636	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de Ste Geneviève
'2023-2637	28,29	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-	mois	CNFPT		Formations	Maison Paul Bert
2023-2625	21,22	Particulier	227	Événement familial	la Confluence
Total			3 693,05		

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)

23VA19	26/10/2023	Réalisation d'un suivi archéologique et d'une fouille archéologique préventive place Maréchal Leclerc Auxerre	564678 ,30€
--------	------------	---	-------------

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 1	4 603,20€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 7 Avt2	6 123,60€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 4 Avt2	35 181,60€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 8 Avt1	9 177,60€
22VA16	25/09/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 9 Avt1	3 230,35€
		Création et restructuration de la salle	

22VA16	02/10/2023	Vaulabelle en salle multi-activités Lot 3 Avt1	12 645,48€
20VA30	09/11/2023	; Accord cadre Prélèvements, Echantillonnages de matériaux bitumineux. Analyse Amiante et Hydrocarbure Aromatique polycyclique avant travaux Années 2021-2024	7200,00€

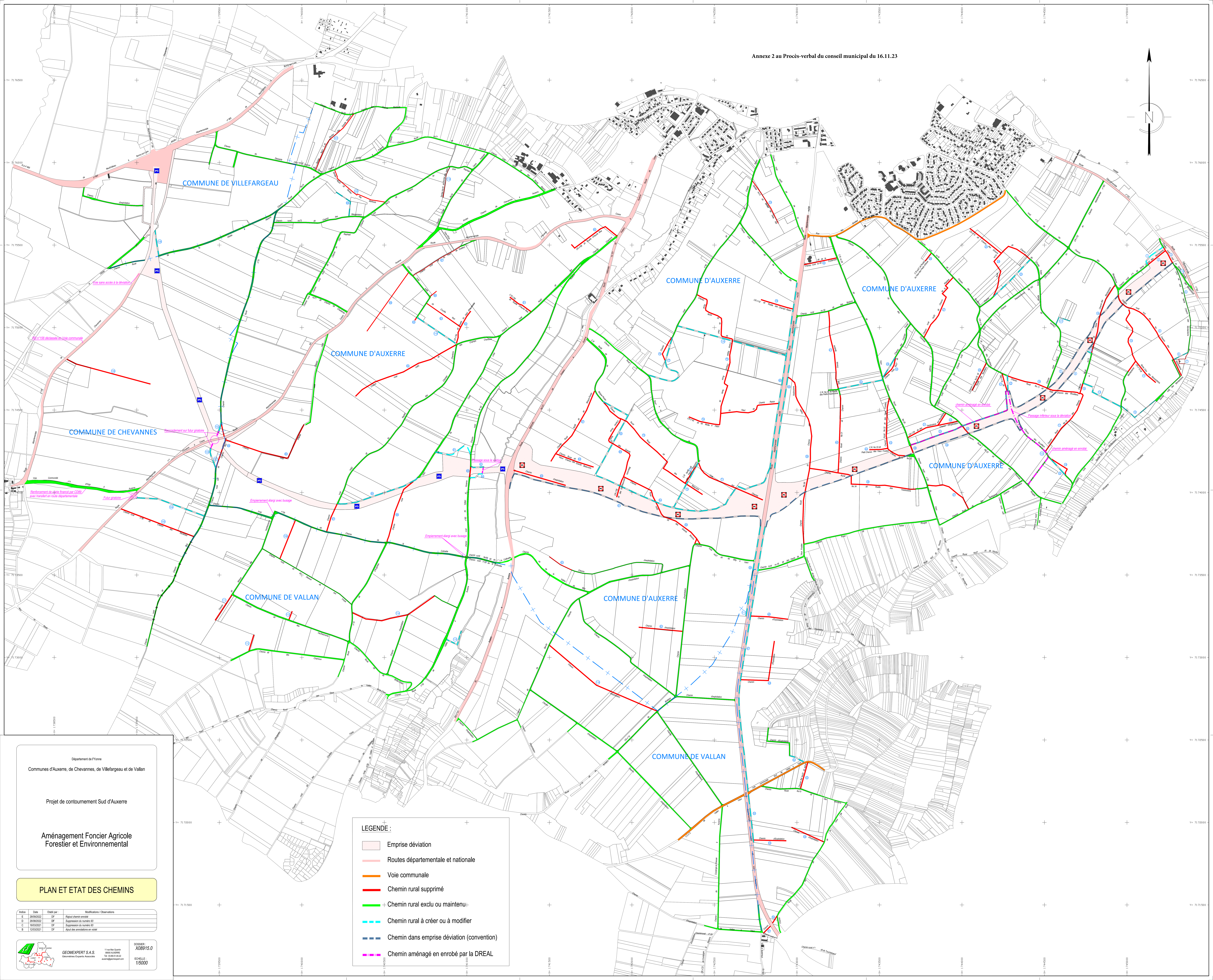
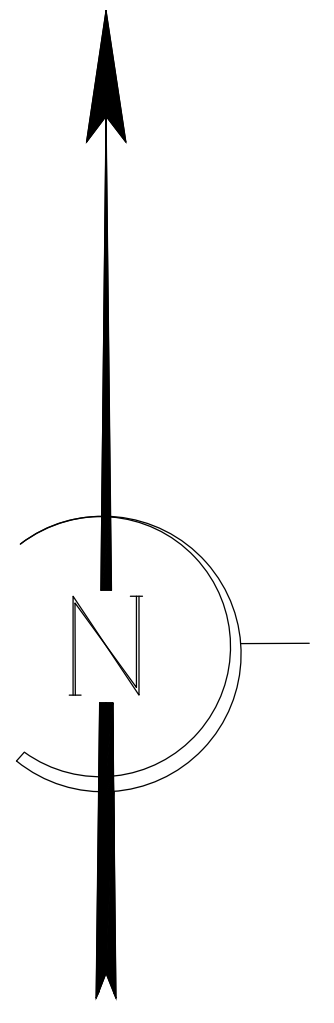
Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.

Annexe 1 au Procès-verbal du Conseil municipal du 16.11.23

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Subvention accordée (arrondie)	Montant sollicité (arrondi)	Nb Licenciés (Cerfa Subv. 2024)
AJA Omnisport – Section Echecs	Achat de 5 échiquiers électroniques	2 228€	2228€	1550 (AJA toutes les sections)
AJA Omnisport – Section Gymnastique	Achat de divers matériels favorisant la motricité, l'équilibre et la souplesse des jeunes	5 272€	5272€	
ASPTT Omnisport – Section Cyclospor/Cyclisme	Achat de 2 VTT pour l'école de cyclisme	1 500€	1500€	1497 (ASPTT toutes les sections)
Aux'R Judo	Achat de 3 potences avec sacs de frappe	1 150€	1150	230
Aux'R Judo	Achat d'un rack de musculation	550€	550	
Aux'R Judo	Achat d'un vélo d'appartement	459€	459	
Aux'R Judo	Achat d'une balance plateau inox à usage sportif	580€	580	
Aux'R Judo	Achat d'une pendule	945€	945	
Auxerre Aquatic Club	Achat de 2 Aquabike Hydridor	3 400€	5100€ (pour 3)	868
Auxerre Sport de Contact	Achat de 5 sacs de frappe	1 367€	1367€	77
Cercle auxerrois d'escrime	15 lames pour sabre	372€	744€ (pour 30)	65
Cercle auxerrois d'escrime	9 cuirasses protection enfant	410€	455€ (pour 10)	
Cercle auxerrois d'escrime	5 cuirasses électroniques protection enfant	648€	1295€ (pour 10)	
Cercle auxerrois d'escrime	5 masques inox sabre électronique	1 583€	2374€ (pour 15)	
Cercle auxerrois d'escrime	10 pantalons mixtes	727€	1454€ ; (pour 20)	
Cercle auxerrois d'escrime	15 gants pour sabre électronique	620€	1032€ (pour 25)	
Club de plongée Paul Bert	Achat de combinaisons et gilets de plongée	5 742€	5742€	170
Handball Club Auxerrois – Handisport	Achat d'une remorque pour le transport des fauteuils roulants	2 676€	2676€	390

Motonautique Sporting Club de l'Yonne	Achat de matériels spécifiques à la pratique des activités	2 448€	2448€	48 licenciés et 55 adhérents
Olympic Canoé Kayak Auxerrois	Achat de 2 kayaks (K1)	5 600€	5600€	150
Première compagnie d'arc d'Auxerre	Achat de cibles "campagne"	3 001€	3001€	51
Stade Auxerrois – Badminton	Achat d'une batterie et d'un chargeur pour le lanceur de volants	600€	600€	2615 (Stade auxerrois - toutes sections)
Stade Auxerrois – Billard	Achat de 6 tapis de billard avec draps	2 272€	2272€	
Stade Auxerrois – Football	Achat de planches à rebond	2 920€	2920€	
Stade Auxerrois – Football	Achat de buts pour débutant	1 200€	1200€	
Vélo Club d'Auxerre	Achat de 2 vélos cyclo-cross	1 700€	4245€ (pour 5)	115



Département de l'Yonne
Communes d'Auxerre, de Chevannes, de Villefargeau et de Vallan

Projet de contournement Sud d'Auxerre

Aménagement Foncier Agricole
Forestier et Environnemental

PLAN ET ETAT DES CHEMINS

Ville	Date	Etat	par	Modifications / Observations
E	16/09/2022	DF	Philippe Chevreton	Etat initial
D	16/09/2022	DF	Philippe Chevreton	Suppression du numéro 02
C	16/09/2021	DF	Philippe Chevreton	Suppression du numéro 02
B	12/05/2021	DF	Philippe Chevreton	Ajout des excroissances au plan

GEOMEXPERT S.A.S.
11 rue Max Guarn
48000 Auxerre
Tel: 03 86 91 44 02
www.geomexpert.com

DOSSIER:
X08915.0

ECHELLE:
1/5000

LEGENDE :

- Emprise déviation
- Routes départementale et nationale
- Voie communale
- Chemin rural supprimé
- Chemin rural exclu ou maintenu
- Chemin rural à créer ou à modifier
- Chemin dans emprise déviation (convention)
- Chemin aménagé en enrobé par la DREAL

Contournement Sud d'Auxerre

« Libérer l'Auxerrois de ses contraintes »

Le socle du projet de territoire :

- ✓ Accompagner le développement économique et la création d'emplois
- ✓ Reconquérir les friches industrielles et urbaines du cœur de ville
- ✓ Revaloriser le site classé des boulevards
- ✓ Développer de nouvelles mobilités
- ✓ Réduire les temps de déplacements
- ✓ Désartificialiser et désimperméabiliser les espaces publics



Le virage de la transition écologique:

- ✓ Améliorer le cadre de vie de tous
- ✓ Réduire la pollution atmosphérique et les nuisances sonores
- ✓ Réduire la circulation de transit
- ✓ Lutter contre les îlots de chaleur par la reconquête urbaine (*désartificialiser et désimperméabiliser les espaces publics*)
- ✓ Garantir et contrôler le non étalement urbain